Fougeres : QUESTIONS AUTOUR DE LA LUTTE DES REHAULT p8

Proiétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

JEUDI 18 MARS 1976

N° 138

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

les étudiants dans la rue

FLICS, PATRONS, HORS DES FACS !

De nombreuses manifestations étudiantes ont secoué hier la plupart des villes universitaires !

Engagée massivement dans plusieurs universités depuis quelques semaines, la lutte des étudiants vient enfin de briser le blocus de l'information que la bourgeoisie a instauré dès le début. Forcé de reconnaitre qu'une vingtaine d'universités sont en grève, le pouvoir tente de masquer les raisons profondes qui poussent ces étudiants au combat. Prenant prétexte des heurts violents qui ont opposé à Bordeaux, à Clermont, et hier à Paris les étudiants aux forces de répression, le gouvernement tente de susciter la peur et la méfiance à l'égard des étudiants accusés de «semer le trouble» !

Bref on s'apprête à nous ressortir le spectre des «étudiants bruleurs de voiture de mai 68». C'est particulièrement mal venu d'un pouvoir qui a assassiné deux paysans le mois dernier, qui lache maintenant hebdomadairement ses C.R.S. dans les usines occupées, d'un pouvoir qui démontre chaque jour qui sème la violence et la répression !

Les calomnies contre le mouvement étudiant ne peuvent que pousser les travailleurs à s'intéresser aux caractéristiques nouvelles d'un tel mouvement. Parce qu'en effet il se dégage aujourd'hui majoritairement des orientations très positives dans toute une série de ces universités.

A la différence des années précédentes, loin de se cantonner à des revendications purement corporatistes, loin de sombrer dans une simple contestation étudiante, les grévistes prennent assez clairement pour cible les tentatives du patronat d'adapter plus étroitement l'université à ses besoins et de forger une université de crise *«Patrons hors des facs», «Ni chômeurs, ni cadres au service des patrons»* scandent les manifestations étudiantes aujourd'hui. En de nombreux endroits des délégations d'étudiants sont allés aux portes des usines expliquer la lutte aux travailleurs, prendre connaissance de leurs conditions de vie et de travail et souvent se sont solidarisés avec les luttes en cours dans ces usines manifestant concrètement leur volonté de servir le peuple. Et de telles délégations s'effectuent la plupart du temps en dehors du contrôle des états majors de gauche et de leurs appendices syndicaux étudiants, toujours soucieux de dévoyer le mouvement vers leurs propres intérêts.

Pour les ouvriers et les paysans, en butte à la politique de crise et qui engagent la lutte aujourd'hui sur de nombreux fronts, l'existence d'un mouvement étudiant qui suive cette orientation, constitue un fait important. Une nouvelle composante de l'unité populaire entre en lutte et s'affirme capable de prendre sa place au service des ouvriers et des paysans, pour approfondir la crise de la bourgeoisie.

SOMMAIRE

- Après les cantonales -P3-
- La Commune de Paris : «Et ce fut le 18 mars» -P9-
- «Le roi a tort de frapper le peuple sahraoui -P12-

Cycles Peugeot, Bourgogne Electronique, Beghin...
Des luttes qui en appellent d'autres

Tandis que les «Réos» continuent de défendre leur emploi, E. Simon (responsable CFDT) s'explique (page 8). Dans toute la métallurgie, hier, les travailleurs étaient à l'action pour les salaires (à Reims, Dijon, Nancy...).

Chez Béghin Say, à la SCPC Clermont comme chez Rhône Poulenc, contre les restructurations, la réplique s'organise ! Et à Peugeot-Mandeure, l'heure du réveil des luttes dans l'empire du «lion» semble avoir sonné ! (Voir pages 4-5)

LA QUALITÉ DE LA VIE

marée noire sur Ouessant

ENQUÊTE

CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANCAIS

15_ *LES INDUSTRIES ALIMENTAIRES*

A UNIMEL (Besançon)

La nationalisation de l'industrie agro-alimentaire, cela veut dire des licenciements, et une aggravation de l'exploitation. C'est un des secteurs d'industrie où les conditions de travail sont les plus mauvaises.

Quant au vol sur la qualité des produits, c'est un autre moyen d'augmenter les profits. Nous publions aujourd'hui un extrait de témoignages d'ouvriers d'Unimel, à Besançon.

DES OUVRIERS D'UNIMEL TEMOIGNENT

L'usine Unimel de Besançon emploie plus de 300 personnes et est contrôlée par le trust anglais General Occidental. Elle ne produit pas seulement le pain d'épices qui a été vendu en mai dernier par les ouvriers pour soutenir leur grève, mais aussi des produits surgelés destinés essentiellement aux collectivités (cantines d'usines, d'écoles ou de colonies) : croissants, pommes dauphines, chaussons aux pommes, friands, bouchées à la reine, pâtisserie, etc...

La production est réalisée sous forme de travail à la chaîne et plusieurs ouvriers avec des CAP de pâtissiers se retrouvent OS passant toutes les journées à faire le même geste : par exemple, garnir les chaussons de compote, scier les tranches de pain d'épices, etc... sans bien savoir la composition et l'origine des produits. Car dans l'alimentation comme dans d'autres industries, la division du travail est telle que la connaissance de la composition est concentrée dans les laboratoires. Tout est fait pour que l'ouvrier en sache le moins possible sur ce qu'il produit et donc ne soit pas en mesure de le contrôler.

Comme dit un ouvrier : «Ce qui compte, c'est que les machines tournent, c'est que ça produise, la qualité ça vient après et quelquefois, elle laisse à désirer. Cette semaine, on a fait des tartelettes, la crème était écœurante, elle était restée trop longtemps au frigo, tous ceux de la chaîne qui l'ont goûtée en étaient écœurés. Mais le chef d'atelier a décidé qu'elle était bonne, alors on a fait des tartelettes quand même. Ce jour-là, on ne nous a pas parlé du «client qui ne va pas être content». On ne nous a pas demandé de «nous mettre à sa place». C'est pourtant ce qu'on nous dit quand à cause des cadences et de la fatigue de la journée, le travail est «mal fait». Les clients, les chefs y pensent quand ça les arrange.»

Et un autre ouvrier : «On travaille surtout pour les collectivités, les cantines, les colonies de vacances, et la qualité s'en ressent. Ceux qui achètent les produits n'ont pas à les manger. Et les syndicats n'ont pas tellement développé ces aspects-là. Quand on a des friands, qu'on doit emballer déjà congelés, ils ne le sont pas tout à fait parce qu'on nous presse. La question de l'unité avec les travailleurs consommateurs devrait être posée».

Corr. UNIMEL

CUISINE FRANÇAISE ET CAPITAUX ETRANGERS

Symptome de la faiblesse économique de l'impérialisme français : les capitaux étrangers se sont taillés une place confortable dans le secteur agro-alimentaire en France. En tête, viennent les capitaux étrangers britanniques. Au total 19 % du marché français est détenu par des firmes étrangères. Dans les secteurs à haute technicité ce chiffre est largement dépassé : 90 % pour les potages (Liebig), 80 % pour les cafés solubles (Nestlé et Legal contrôlé par la Général Food), 80 % pour le lait concentré (Nestlé) et pour la transformation des pommes de terre (purées), 60 % environ pour la biscuiterie, 40 % pour les surgelés.

Par contre, les efforts d'exportation et d'implantation à l'étranger de capitaux français se sont soldés surtout par des échecs.

INDUSTRIES ALIMENTAIRES
MAIN MISE IMPERIALISTE SUR L'AGRICULTURE

L'augmentation de la part des produits élaborés dans l'alimentation, la concentration et le renforcement de l'industrie agro alimentaire ont placé l'agriculture dans une situation de dépendance vis-à-vis des trusts alimentaires. Cette industrie absorbe 55 % de la production agricole : ce qui signifie qu'elle est en mesure de lui imposer ses orientations. C'est une des voies qu'a empruntée le capitalisme monopoliste pour dominer et transformer les campagnes.

Ainsi, un groupe multinational comme la Cavenham contrôle à la fois la firme «Générale Alimentaire» et la firme d'aliments pour bétail «Sanders» qui elle-même impose sa loi à nombre d'éleveurs, par le biais de l'intégration. Ce qui lui permet de contrôler la production agricole et alimentaire à différents niveaux.

A l'huilerie J. Bulhon (63 - Lezoux)

A l'origine, c'était une petite boîte «artisanale» où les paysans du coin apportaient leur récolte de noix, en échange de quoi on leur «donnait» une partie de l'huile qui en était tirée (il faut sans doute voir ici la transition entre l'époque où les paysans élaboraient complètement le produit, et celle où tout est confié aux entreprises industrielles : problèmes de l'équipement mécanique de la paysannerie).

Mais à l'heure actuelle :

-Les plus beaux cerneaux de noix (les plus blancs, gros, les moins fragmentés) sont vendus au prix fort en sachets : alimentation de luxe (Fauchon), pâtisserie, charcuterie, etc...

-La qualité moyenne, les cerneaux cassés («invalides !»), jaunis («arlequins»), est vendue par cartons aux charcutiers locaux qui l'utilisent dans une spécialité régionale, le boudin aux noix, ou bien, et c'est très rarement le cas, sert à la fabrication d'une huile de noix extra. Quelques fois pour Fauchon, plus souvent pour les clients privilégiés de la famille Bulhon.

-Tout le reste, et quand je dis tout le reste, c'est bien le cas, puisque sont comprises les noix vereuses et moisies, tout le reste est utilisé pour le gros de la production de l'huile de noix, la fameuse, «fleurant bon le terroir», qu'on achète à pas moins de 20 F le litre dans nos supermarchés ! Je dois ajouter que les clients de chez Fauchon ne sont pas plus gâtés qui s'en offusquerait ?, qu'ils consomment la même pourriture, sûrement plus chère, et présentée dans de charmants flacons, ornés du label «Les plus belles noix d'Auvergne».

Je tiens à souligner les conditions de travail des «trieuses», travaillant par quatre sur un tapis, obligées de prendre à pleines mains de telles noix, et je vous assure que les démangeaisons qu'elles ressentent sur tout le corps n'ont rien de «psychologique», comme on voudrait leur faire croire !

Plats cuisinés en conserve et surgelés

Près de 85% des ménages sont consommateurs de plats cuisinés en conserve. Ce sont les tranches de population de moins de 35 ans et de 35 à 49 ans qui sont les plus fortes consommatrices. Ce sont les revenus moyens qui se tournent le plus vers les plats cuisinés, les plus modestes ne pouvant se les payer, les plus aisés ayant mieux à table. Ce sont surtout les habitants des villes, petites et grandes, qui en consomment. La période de plus forte consommation se situe durant les mois les plus froids et va d'octobre à avril.

La production française globale de conserves de plats cuisinés est passée de 65 millions de tonnes en 1963 à 281 millions de tonnes en 1973. La profession est parmi la plus concentrée de l'ensemble de la conserve alimentaire. Les 5 premières entreprises réalisent plus de 60% du tonnage. **Des surgelés pour les familles aisées** : La vente de surgelés a fait un bond «fantastique» de 68 à 71 : +44% en 1971, +24% en 1972, +33% en 1973. Par qui sont consommés ces plats cuisinés surgelés ? Par les catégories les plus aisées de la population et surtout dans la région parisienne.

LE CODE DES CONSERVES

Sur toutes les boites de conserve, on trouve une série de lettres ou de chiffres, pratiquement incompréhensibles. Ce qui permet aux industriels de la conserve, aux supermarchés, aux détaillants, d'écouler leurs stocks, même s'ils sont trop anciens. Et comme le Journal Officiel n'est pas livré en prime, pour décripter, ça ne leur pose pas trop de problèmes ! Enfin, jusqu'ici du moins ! Une exception, les conserves Coop qui mentionnent en claire la date de fabrication.

On trouve dans l'ordre : une lettre indiquant l'année, puis selon les marques, soit un chiffre de 1 à 366 désignant le jour de l'année, soit une lettre indiquant le mois suivie d'une lettre ou d'un chiffre indiquant le jour.

AVANT 1969 :
Année : C : 1967 O : 1966 P : 1968
Le code des mois est le même pour 67 et 68, mais diffère pour 66.

	C (1967)		C (1967)
0 (1966)	P (1968)	0 (1966)	P (1968)
B juillet	février	N avril	décembre
C janvier	août	0 février	septembre
D juin	janvier	P décembre	juillet
F mai	novembre	S août	mars
L novembre	Juin	T octobre	mai
H septembre	avril	U mars	octobre

Le jour est indiqué par une lettre de A à Z (à l'exception du W) pour les 25 premiers jours et par un chiffre de 1 à 6 pour les 6 derniers jours du mois.
Exemples : PTT : 1968 - 20 mai
P 38 : 1968 - 7 février
OUI : 1966 : 9 mars

APRES 1969

- L'année : A 69 - D 71 - E 70 - H 75
J 73 - L 72 - R 74 - S 76
- Le code des mois est le même quelle que soit l'année :
B aout-F février N janvier S septembre
C mai-H octobre O avril T novembre
D juillet L décembre P juin U mars
- Le jour est indiqué ainsi :

A 1er	G 7e	L 12e	R 17e	Y 22e	5 27e
B 2	H 8	M 13	S 18	Z 23	6 28
C 3	I 9	N 14	T 19	2 24	7 29
D 4	J 10	0 15	U 20	3 25	8 30
E 5	K 11	P 16	X 21	4 26	9 31
F 6					

Les lettres Q, V, W, ne sont pas utilisées, pas plus que le chiffre 1.

Exemples :
ABC : 1969 - 3 aout
H 304 : 1975 - 31 octobre

LES SEMI CONSERVES

- L'année de la fabrication est désignée par une lettre tirée au sort.
B 70 F 71 N 69 S 73 C 75 D 76 H 67
0 72 J 68 P 74
- Le jour correspond au jour de l'année de 1 à 366.
Ex : C 304 : 31 octobre 1975

LES SURGELÉS

L'année, même code que pour les conserves
Le jour entre 1 et 366
Souvent le datage est en clair.
Ex : C 304 : 31 octobre 75

LES LAITS

Même code que pour les conserves. S'il y a plus de signes que nécessaire, seuls les trois premiers indiquent la date.
Exemple : HHHR : 1975 - octobre 8 - lot de fabrication R

LES CONSERVES VIEILLISSENT MAL

Les légumes et les fruits en bocaux perdent le reste de leurs vitamines. Les épinards supportent mal un trop long stockage. Pour beaucoup de produits, on note une baisse de qualité après trois ou quatre ans. Les sardines s'améliorent avec l'âge, les maquereaux au vin blanc oydent la boite. Les raviolis doivent être consommés entre trois mois et un an d'age.

POLITIQUE

PROCES SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE CONTRE FOYER

LE MINISTÈRE PUBLIC AU SECOURS DE FOYER

La deuxième journée du procès en diffamation de Foyer a été consacrée aux plaidoiries, celle de maître Kiejman pour le Syndicat de la Magistrature, partie civile puis celle du bâtonnier Bondoux, succédant au réquisitoire du ministère public.

Peut-on parler de réquisitoire à propos de l'intervention du premier substitut Goulesque ? Celui-ci s'attacha à désamorcer les accusations du Syndicat de la Magistrature contre Foyer. La veille, Foyer n'avait pu apporter la moindre preuve de ses accusations contre le Syndicat de la Magistrature.

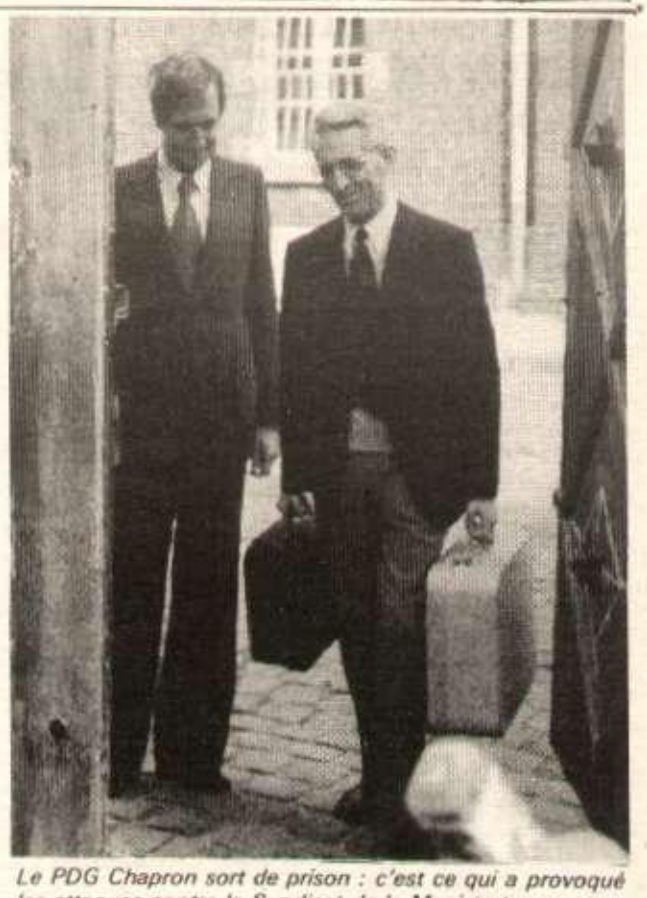
Pour le premier substitut, la véritable question n'était pas celle-ci, mais de savoir si les propos étaient réellement diffamatoires et son réquisitoire visait en fait à montrer que non, laissant de côté comme le fit justement remarquer maître Kiejman les accusations les plus graves portées par Foyer, celles portant sur le quadrillage, le noyautage...

La voie était ouverte à la défense qui tenta de faire le procès du Syndicat de la Magistrature. Le bâtonnier Bondoux exhuma les déclarations du Syndicat, rappela la part qu'il prit dans la défense des magistrats réprimés par la Chancellerie afin de prouver qu'il mettait en cause la justice et menaçait l'ordre établi. Ce n'est pas ce que conteste le Syndicat. Mais de cela il tenta de conclure que la direction du Syndicat donnait des directives à ses membres sur les affaires en cours en rappelant notamment l'incarcération de Chapron par le juge Charette preuve selon lui que les magistrats du Syndicat de la Magistrature agissent selon les directives de leur direction pour parvenir à des fins subversives.

De cet après-midi de débat, il ressort que sans apporter le moindre commencement de preuve de leurs allégations Foyer et son défenseur ont tenté de poser un jalon dans la voie de l'interdiction du Syndicat de la agistrature. D'où l'importance pour le syndicat de ce procès. Le gain de cause ne réglerait cependant pas tous les problèmes, car le pouvoir à défaut de l'interdire n'a pas renoncé à le remettre sur le bon chemin du réformisme. Ce danger-là, c'est aux membres du Syndicat qu'il appartient de l'écarter, dans leur action aux côtés des travailleurs, contre la justice bourgeoise, pour une justice au service du peuple.

Le jugement a été mis en délibéré.

Serge LIVET



Le PDG Chapron sort de prison : c'est ce qui a provoqué les attaques contre le Syndicat de la Magistrature

Après les cantonales...

LES DÉBOIRES DE LA COALITION GOUVERNEMENTALE

Pour la coalition gouvernementale, les élections cantonales ont fait l'effet d'une douche froide. Les clivages entre les différentes formations sont apparus dans la façon d'analyser les résultats.

Pour certains cet échec est dû au manque d'audace réformatrice du gouvernement; le seul moyen de rattraper les points perdus étant de promouvoir une politique de profondes réformes sans préciser ce que seraient ces réformes. Cette position a ses partisans aussi bien dans l'UDR, que chez les RI et les centristes. Mais on trouve également la position inverse : le gouvernement a été trop loin dans ses réformes, il a indisposé son électorat. Divisée, la coalition gouvernementale, l'est également sur la question des «primaires». La présentation de plusieurs candidats dans la même circonscription comporte le risque de faire apparaître la «majorité» comme divisée. Au second tour plusieurs candidats uniques n'ont pas récupéré toutes les voix de leur «allié» UDR, RI ou centriste du premier tour. Ces divergences sont le reflet de l'embarras des partis de la majorité parlementaire devant l'impasse à laquelle ils sont confrontés. La révolte monte contre leur politique et leurs prétendues réformes sont impuissantes à l'empêcher, en même temps que ces dernières indisposent la fraction la plus réactionnaire de leur électorat.

Dans cette situation de crise, chaque parti essaie de pousser ses pions. L'UDR, formation la plus atteinte par le reflux cantonal, mais aussi celle qui est dotée de l'appareil le plus solide a réuni son bureau exécutif. Le parti de Chirac propose une réunion commune des partis de la coalition au pouvoir pour lui assurer une plus grande cohésion. Dans le même temps, Juillet, ancien conseiller de Pompidou, qui fit échouer la candidature Chaban en suscitant une tendance favorable à Giscard au sein de l'UDR, est officiellement nommé conseiller de Chirac.

Ceci prépare une réorganisation de la «majorité» pour donner l'impression de cohésion, sans que les clivages ne disparaissent pour autant. L'ennui pour la «majorité» c'est qu'en face des luttes des travailleurs elle n'a pas de politique de rechange et toutes les mesures de réorganisation n'y pourront rien. Même si les divisions internes se manifestent en coulisse, elles ne peuvent que persister !

UNION DE LA GAUCHE LE PCF HARGNEUX MAIS IMPUISSANT

Après les cantonales, le PCF apparaît partagé entre la satisfaction, celle d'avoir gagné 75 sièges et le mécontentement d'en avoir perdu plusieurs en raison du mauvais report des voix socialistes. Confronté à ses militants, à ses électeurs, la direction du PCF doit expliquer son échec relatif face au PS, et tenter de dissiper les inquiétudes sur l'avenir d'une coalition où il ne jouerait plus qu'un rôle secondaire. Ainsi *«L'Humanité»* après avoir pendant 3 semaines consacré quotidiennement une page aux cantonales, parle maintenant *«d'aller sans tarder au devant des électeurs communistes»* pour les mobiliser et leur donner des raisons d'espérer. La crédibilité du PCF après ces élections a en effet subi un nouveau coup, ses électeurs, ses militants voient les espoirs d'application du programme commun s estomper devant la perspective d'un PCF minoritaire dans l'union de la gauche. Le PCF n'a pas réussi dans ses tentatives de conserver la prépondérance électorale sur le PS. La ligne du 21ème congrès n'a pas suffi à écarter l'électorat ouvrier du PS, celle du 22ème congrès n'a pas plus permis de rallier l'électorat petit bourgeois et les cadres en nombre suffisant pour faire pièce au PS.

Le PCF dans la perspective des prochaines municipales (dans un an) n'a d'autre recours devant ses sympathisants que l'appel à rejoindre ses rangs pour *«élever la qualité de l'union»* afin de contraindre le PS à appliquer le programme commun. Il espère par une relance de la polémique arracher au PS des accords pour des listes communes aux municipales. Or sur ce point il est peu probable que le PS cède, il sait qu'à l'approche des élections le PCF se fera à nouveau conciliant car il n'a d'autre choix que l'union de la gauche, même s'il s'y fait piéger.

Il n'y a dans tout cela aucune considération pour les luttes des travailleurs, si ce n'est comme moyen de pression sur le PS, seul compte l'intérêt électoral, la conquête des fauteuils municipaux avant celle des fauteuils ministériels.

• **ARMEE : LES PERQUISITIONS CONTINUENT !**

A Luçon, un militant syndicaliste, professeur de CET, a été «retenu» chez lui et empêché de se rendre à son travail par la police judiciaire d'Angers.

Ces petits messieurs...

Le président de la république a fait une découverte dans l'alchimie de la poudre aux yeux. Un problème devient-il embarassant ? Prenez un «monsieur» ad hoc, le plus falot possible, collez-lui le nom du problème, et tout ira pour le mieux... Les mauvaises routes font des milliers de morts chaque année ? On trouve un «monsieur sécurité routière». Les ouvriers se révoltent, vite, un monsieur «travail manuel». Les consommateurs ne veulent plus de poulet nourris par Rhône Poulenc ? De toute urgence, on exhibe un monsieur «qualité de l'alimentation». C'est le dernier en date, dans la liste de ces petits messieurs, juste après «monsieur prostituées», et il ne parait pas plus insignifiant que les autres...

Certains évènements récents auraient pourtant dû apprendre au monsieur de l'Elysée que l'inflation, fut-elle de petits messieurs, conduit à la dévaluation, y compris des moyens de gouverner.

Conseils généraux : élection des présidents Les nouveaux élus

Allier : Rougeron (PS). Président sortant : CDP.
Charentes-Maritimes : Moinet (Radical de gauche). Pt sortant : radical majorité.
Côtes du Nord : Josselon (PS). Pt sortant : CDP.
Isère : Mermaz (PS). Pt sortant : CDP.
Landes : Lavielle (PS). Pt sortant : radical.
Savoie : Besson (PS). Pt sortant : CDP.
Tarn : Brives (radical de gauche). Pt sortant : socialiste indépendant.
Territoire de Belfort : Gehan (PS). Pt sortant : UDR.
Essonne : PCF. Pt sortant : majorité.
Gers : PS. Pt sortant : majorité.
Val de Marne : PCF. Pt sortant : majorité.
Gironde : PS. Pt sortant : majorité.
Corse du Sud : **MRG**.

Ouessant : la marée noire fait quatre morts

Le scandale du pétrolier échoué à Ouessant est aujourd'hui consommé : la côte est déjà recouverte de mazout, la grande marée d'équinoxe d'hier a encore aggravé la pollution. Les 1200 tonnes de fuel des cuves commencent à se répandre, à raison de 4 tonnes par jour. La mise sur pied du plan Polmar plan d'urgence (!) contre la pollution maritime est toujours aussi lente, et tous les Ouessantins, profondément révoltés, se battent aujourd'hui contre la mort de leur côte. Un hélicoptère Super Frelon, parti repérer une nappe à la dérive, s'est écrasé en mer. Les quatre hommes d'équipage ont été tués. Leur mort est directement imputable à la négligence criminelle de ceux qui ont laissé pendant trois semaines le pétrolier s'éventrer, et qui n'ont toujours pas pris la décision de vider le fuel qui reste dans les cuves. Ces responsables devront payer.

en bref... en bref... en bref... en bref...

• POUR LES TRANSPORTS GRATUITS

A Nantes aussi : mobilisation organisée par le Collectif de chômeurs CFDT, le Comité de chômeurs CGT mardi 23 mars : une assemblée de préparation a lieu aujourd'hui, jeudi 18 mars à 18 H, rue Lamoricière (Bourse du travail CFDT).

• *Depuis 2 ans, les silos de déchets radio-actifs de la centrale nucléaire de Turkey (USA) fuient ! La direction ose prétendre qu'il n'y a aucun risque de radioactivité et que les employés et la population ne courent aucun danger.*

••

• *Sans doute un nouveau scandale financier : un trou de 8,5 milliards d'anciens francs a été découvert dans la comptabilité d'une entreprise de construction marseillaise.*

••

• *Inculpé de violation du secret de l'instruction pour un article de Paris-Match sur la mort de Brigitte Dewevre, le juge Pascal a décidé de porter à son tour 7 plaintes pour divulgation de pièces du dossier. Par cette action, il veut, dit-il, obliger la justice à être logique avec elle-même.*

Tous les jours, des juges enfreignent le secret de l'instruction et il est seul inculpé. Il espère par son action obliger la justice à modifier la loi, car il semble impossible qu'elle inculpe des centaines d'autres juges.

Béghin-Say (Corbehem)

USINE OCCUPÉE DEPUIS 8 JOURS

Le plan de restructuration des entreprises du trust Beghin-Say (Sucres, papiers, cartons; cellulose) entraine des conséquences irrecevables de la part des travailleurs :

- Remise en cause des accords paritaires,
- 280 licenciements dont 51 à Corbehem,
- suppression de l'embauche,
- mutations nombreuses à l'intérieur de l'usine, ce qui entraîne une augmentation des charges de travail par poste,
- refus des propositions syndicales de mise à la retraite à 55 ans pour les ouvriers faisant les cinq postes, avec donc des possibilités d'embauche,
- modification à Corbehem des horaires du personnel de jour : 160 heures payées au lieu de 166, début du travail à 8 heures au lieu de 7 (soit perte du quart d'heure casse-croûte et suppression des possibilités de réunion). Les syndicats ont déposé plainte en référé à ce sujet : le tribunal s'est déclaré incompétent !!

Aussi les ouvriers de Corbehem se sont mis en grève et occupent leur usine depuis une semaine. 60 % des quelques 600 grévistes occupent tour à tour l'usine. Un comité de grève CFDT, CGT, CFTC (la CFTC suit, tout en réprouvant l'occupation) a été formé.

Les problèmes rencontrés par les grévistes sont maintenant les suivants :

- déjouer les manœuvres de la direction (avec qui les contacts sont inexistants pour le moment) accusant, comme de bien entendu, des «éléments extérieurs à l'usine» de fomenter la grève, et qui a porté plainte en référé -le jugement a été mis en délibéré- contre 19 ouvriers occupant l'usine, pris semble-t-il au hasard, espérant obtenir un arrêté d'évacuation par la force publique.

Des élus du douaisis ont promis d'intervenir pour que la préfecture n'expulse pas les travailleurs.

- résister aux quelques 400 cadres, agents de maîtrise, employés, la plupart non syndiqués et presque tous non-grévistes et qui jouent les briseurs de grèves avec l'appui de la direction.

Les travailleurs de Corbehem, qui ont aussi à compter avec les réticences des directions syndicales, essaient d'obtenir des autres usines Beghin-Say (notamment de la sucrerie de Thumeries) qu'elles se mettent en grève également.

Il va s'agir maintenant pour eux de faire connaître leur lutte, de la populariser (manifestations, cortèges de voitures, distribution de tracts sur les marchés de Douai et Arras, au match Lens-Valenciennes), d'organiser des collectes de soutien aux grévistes. Des élus et des municipalités (notamment les municipalités communistes) ont promis leur aide... maintenant que les cantonales sont terminées.

Il faut faire connaître la lutte des ouvriers de Corbehem !

correspondant DOUAI

• GREVE NATIONALE DANS LA CONSTRUCTION, BOIS, BÂTIMENT AUJOURD'HUI

A Paris, manifestation à 9 H 30 au Trocadéro.

Manifestations et débrayages importants en Lorraine et en Bretagne. A Nantes, les ouvriers du bâtiment ne touchent à l'embauche que 1 218 F : les syndicats demandent la suppression des périmètres départementaux (qui enlèvent le remboursement des frais de déplacement), l'amélioration de la sécurité (bâtiment : 900 morts par an !) et l'abaissement de l'âge de la retraite...

MANDEURE

LA LUTTE CONTRE LE LION PEUGEOT

Mandeure une petite ville en bordure du Doubs, à 13 kms de Montbéliard. C'est là que Peugeot depuis des dizaines d'années a installé son usine de cycles. Juste à côté du Doubs, l'usine Beaulieu où l'on fabrique ces cycles et des pièces détachées d'automobile (pots d'échappement, colonnes de direction) y compris pour Renault et Citroën. En tout, près de 5600 ouvriers dont près de la moitié sont des immigrés. Certains ouvriers viennent depuis Belfort, mais beaucoup habitent dans les petites villes aux alentours : Audincourt, Valentigney...

En 68, il n'y avait guère eu de mouvement à Mandeure. Quelques débrayages en 72 et l'an dernier contre le chômage partiel et une semaine de grève de caristes. Aussi, c'est un «réveil» de l'action que cette lutte. Au centre des revendications, l'augmentation des salaires. Un OS touche moins de 1700 F par mois pour un travail abrutissant «300 F pour tous», c'est écrit sur tous les murs, dans tous les tracts : c'est la revendication prioritaire ! La colère grondait depuis longtemps sur les chaînes : il y en a assez ! on ne va pas rester à se laisser faire comme ça !

Dans l'après-midi du 4 mars, les gars commencent à débrayer et la grève est totale le lendemain. Les travailleurs occupent l'usine...

PEUGEOT C'EST LA REPRESSION

Comme à l'habitude les directions de Peugeot refusent de négocier et commencent à réprimer ! Devant la détermination des travailleurs, le «Lion» veut montrer les griffes ! Une trentaine de militants combatifs et délégués syndicaux sont visés par des lettres de licenciements. Tout cela s'accompagne d'une campagne de presse. Des chiens de garde de la direction s'en vont faire du porte à porte pour tenter de faire pression sur les moins décidés et tenter ainsi de briser la grève. Peugeot clame partout que la «liberté du travail» n'est pas respectée, qu'une minorité bloque les portiers de l'usine et déclare qu'il n'est pas question de négocier dans ces conditions !

Aussi, pour «faire la preuve du contraire», les syndicats acceptent d'ouvrir alors les portes. Lundi la direction est amené à recevoir une délégation syndicale. 600 personnes (cadres essentiellement) entrent dans l'usine. La grande masse des ouvriers est devant les portières et attend les propositions de la direction est amenée à négociation, rien de nouveau !

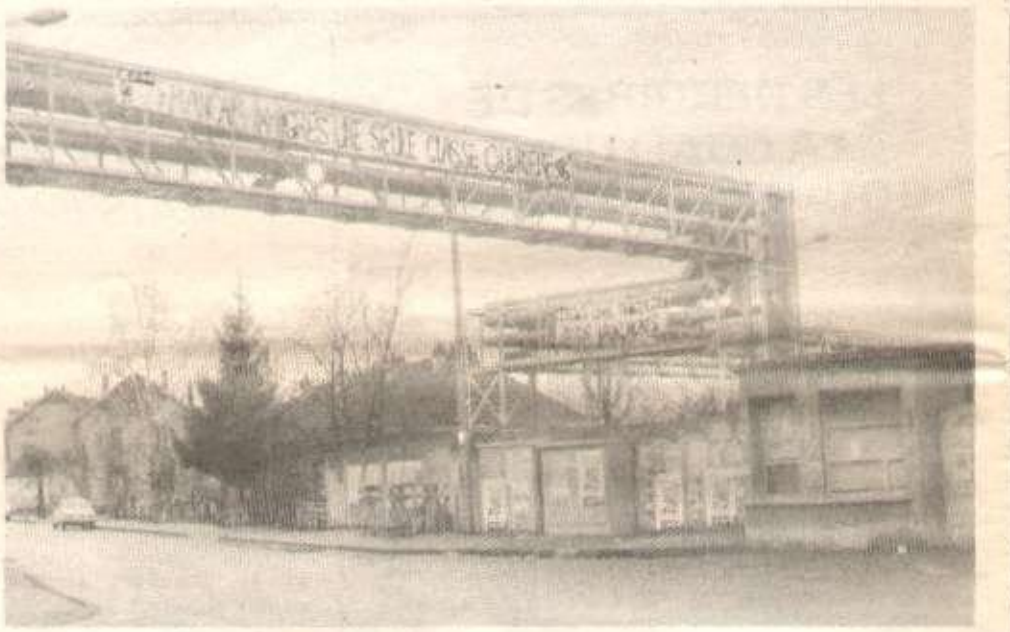
essayant de profiter de l'ouverture des portières, Peugeot essaye de faire sortir des pièces, notamment des pots d'échappement à destination de Renault. Les travailleurs mobilisés autour des portières s'y opposent et décident de refermer les grilles. C'est un lamentable échec pour *Peugeot*.

VERS UNE LUTTE AU NIVEAU DU TRUST ?

Un vote sur l'occupation est organisé mardi : faut-il continuer la lutte à l'intérieur de l'usine sous d'autres formes ? Une deuxième claque pour la direction : 70 % se prononcent pour l'occupation. Devant la portière centrale, un groupe de travailleurs et de militants discutent : *«c'est une lutte très importante. C'est vrai que c'est une sorte de réveil pas seulement dans le trust Peugeot mais dans toute la région»*. Et les 30 000 travailleurs de Sochaux ? Il faudrait qu'ils soient solidaires de l'usine de cycles. Mais comment ? Un immigré reprend une idée qui coure chez les gars : «le fait qu'ils travaillent gêne plus le patron car ils vont manquer de pièces». Certaines chaînes 504, 604 sont arrêtées déjà, le patron va être obligé de les payer à ne rien faire !». Certes la grève de Mandeure pose de nombreux problèmes à Peugeot par le manque d'approvisionnement des autres usines, mais il faut envisager d'autres formes de solidarité, et pourquoi pas des luttes communes ? Pour s'opposer aux mesures de chômage et de lock-out que le patron ne manquera pas de prendre...

Partout dans les cafés, les magasins, la grève, c'est le sujet de discussion : *«Aujourd'hui, quoi de nouveau ? Et à Sochaux ?»*

Hier après midi un cortège de plusieurs dizaines de voitures (pleines d'ouvriers en lutte) qui allaient à la sous-préfecture de Montbéliard porter les revendications et exiger le respect des libertés syndicales, se rassemble devant l'usine.



Les travailleurs de Peugeot veulent gagner ! Sur un mur : *«Nous ne céderons pas», «Nous voulons 300 F pour tous !»* et une banderole *«Non aux licenciements»* domine les grilles fermées ! Voilà qui l'affirme...

Gérard PRIVAT

L'augmentation de 2 % prévue depuis longtemps passe à 2,5 % : la prime de transport qui devait être augmentée en avril, l'est en mars. De plus il faudrait récupérer les heures de grève le samedi ; les licenciements sont maintenus. Ces ridicules «propositions» qui constituent plutôt une provocation, ne sont même pas soumises au vote... Par contre, à partir de 10 h du matin,

en bref...

• Péage-de-Roussillon (Rhône-Poulenc) : la grève avec occupation est suspendue à partir d'aujourd'hui. Les travailleurs restent mobilisés... L'inter-syndicale RPT (CGT-CFDT) devrait aujourd'hui donner des éléments nouveaux pour la reprise de la lutte.

• A la C.G.E. - Sogretel de Persan-Beaumont (Val d'Oise), les ouvriers (en grève depuis le 12 mars) ont repris le travail hier avec 8 % d'augmentation, le 13e mois et le paiement des jours de grève. Désormais, le SMIC sera dans cette usine de 1 650 F pour 45 H.

• 70 % du personnel de l'usine Gervais-Danone de Seclin a fait grève lundi pour la grille unique des salaires, 1 700 F mini pour les cœfficients les plus bas (soit 400 F d'augmentation) la semaine de 40 heures et pour protester contre les licenciements prévus à l'usine de Wattrelos.

• Centres anti-cancéreux : mardi la manifestation des «spécialisés» a réuni près de 4 000 personnes à Paris autour du personnel des centres de Villejuif, Saint Cloud et Paris. FO et la CFTC viennent de rallier la grève sur ces 3 sites. Angers et Nancy devraient se joindre ces jours-ci à la lutte, pour 250 F pour tous, la retraite à 55 ans, des jours de congés pour soigner les enfants malades et les 13 H supplémentaires payées non-effectuées.

• Ce matin débrayage dans la métallurgie à Besançon, ainsi que des grèves à Ornan, et à la tricoterie mécanique.

• Grève des péages d'autoroute en perspective pour le week-end prochain ? C'est ce que laissait entendre hier les syndicats CGT et CFDT, pour les conditions de travail et un meilleur salaire.

• Bergeron découvre le chômage : il a vite écrit sa trouvaille à Fourcade, pour le cas où celui-ci n'y serait pour rien ! Pas de chance pour F«O», celui-ci n'envisage pas les dégrèvements fiscaux pour jeune chômeur sur lesquels pleurniche Bergeron faute de se résoudre à l'exiger par une action quelconque !

• Sisatol-Usinor, en lutte pour une revalorisation de l'ensemble des salaires et le 13e mois (depuis une semaine aujourd'hui)...

PUM à Reims

La PUM à Reims, 2 250 ouvriers et employés, 33 % d'ouvriers immigrés. Le vendredi 5 mars un travailleur algérien reçoit sa feuille de paye avec laquelle il n'est pas d'accord, il demande des explications au contremaître. Réponse : «prends ton vélo et traverse la Méditerranée, si t'es pas content». Le travailleur va alors voir le chef d'atelier, on arrive bientôt aux insultes, d'où une mise à pied verbale de 3 jours. Avec l'appui du syndicat C.G.T. le travailleur revient le lendemain matin prendre son poste, la direction considère alors qu'il y a là un troisième motif de licenciement : le travailleur est licencié. Samedi matin 60 % de son équipe débraye en protestation. Les gars d'après débrayage et protestations ne font pas céder la direction. D'autres voies sont possibles et essayées, délégation à la mairie, à l'Amicale des Algériens, aux prudhommes. Il ne faut pas laisser passer l'arbitraire patronal car dans l'usine, les syndicats subissent une répression permanente.

Haltes aux atteintes aux droits démocratiques,

Défendons notre droit à lutter.

• La CFDT a tenu mardi une conférence sur le nucléaire, présentant à cette occasion des révélations sur l'EDF et les conditions de sécurité au centre de La Hague...

LUTTES OUVRIERES

BOURGOGNE ELECTRONIQUE (DIJON)

En grève contre les classifications

Bourgogne électronique c'est une grande usine, dans le quartier populaire des Grévilles au nord-est de Dijon, qui emploie 1700 personnes à peu près autant d'hommes que de femmes. A la grille le piquet de grève composé surtout de femmes contrôle les nombreux va et vient. En effet, lundi la grève a été votée à la grande majorité et depuis les travailleurs occupent l'usine nuit et jour. Les revendications :

- 400 F pour tous,
- refus de la nouvelle grille de classification,
- réduction des cadences,
- 5ème semaine de congés payés,
- retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes,
- payement des jours de grève.

C'est surtout contre les classifications que les travailleurs se sont mobilisés. Ils se souviennent de l'échec de la grève de 1973 et en tirent les leçons. A ce moment là, ce n'était pas bien clair : «*ceux qui voulaient faire la grève la faisaient, ceux qui ne voulaient pas continuaient le travail*». Dans ce cas comment s'étonner qu'après trois semaines de lutte ils aient repris le travail sans rien obtenir ?

Cette fois-ci un Comité de grève composé de syndiqués et de non-syndiqués a été élu, des A.G. se tiennent tous les jours. Et bien que la direction ait décidé de bloquer le service de cars qui mène à l'usine, les travailleurs viennent par leurs propres moyens et sont nombreux à occuper l'usine. Depuis ce matin à part le service de la paye (car disent les travailleurs «*On tient tous à être payé ici*») c'est bloqué. Jusqu'à hier soir en effet le standard fonctionnait encore : «*On continuait à s'occuper du télex à cause des commandes, explique un intérimaire, car le patron avait pu en profiter pour nous mettre 15 jours au chômage partiel après la grève, mais maintenant on a décidé d'arrêter, après tout ça le fera peut-être venir*».

En effet la direction n'a pas encore osé pointer son nez, les syndicats attendent une entrevue avec elle et exige qu'il y ait le directeur, le sous directeur et le chef de service, les trois ensemble : «*Mais on attendra le temps qu'il faudra*» disent les travailleurs...

Mercredi avait lieu la journée nationale d'action de la métallurgie. La majorité est restée à occuper l'usine, mais une délégation s'est rendue à la Bourse du travail de Dijon. Le soutien organisé avec la population ne s'est pas encore fait. Mais les gens du quartier sont nombreux à venir voir ce qui se passe, discuter avec les ouvriers du piquet de grève pour connaitre l'avancée de la lutte. Déjà plusieurs délégations des autres usines de la région (dont une de Hoover, où les ouvriers menacés de 300 licenciements occupent également), sont venus apporter leur soutien et leur solidarité !

Sylvie ROUQUIER

A la S.C.P.C., l'emploi de nouveau menacé

Les ouvriers de la société S.C.P.C., qui en 72 déjà luttaient pour leur emploi, sont en grève. Suite à des menaces successives (tentative de licenciements de 45 personnes en septembre 75, puis réduction à 32 H par semaine), c'est maintenant l'annonce de 155 licenciements et la liquidation de la boîte (pour laquelle, la direction se déclare prête à «*engager tous les frais qu'il faudra*»). Des promesses de «reclassement» ont été faites pour casser la mobilisation, mais les travailleurs clermontois savent ce que valent ces promesses illusoires : à Amisol, à Starlux, Olier... rien ne vient. Les 210 millions qu'a touchés le «seigneur de Clermont» (Michelin) pour des reclassements et créations d'emplois (au Puy et à Vichy soi-disant !) sont bien au chaud dans ses coffres et les travailleurs n'ont rien vu venir non plus ! Pour mettre en échec les plans de liquidation de la S.C.P.C. par le trust Carnaud-Karplast-Total (lié à Saint-Gobain et Péchiney) aux mains du secrétaire d'Etat J.-F. Poncet, les aspirations à une lutte dure trouvent sur leur chemin les provocations réactionnaires (contre le délégué CFDT, Lajonchère : cf. le Quotidien du Peuple du 26/2/76) et les hésitations d'une partie des travailleurs, entretenues par l'attitude de responsables syndicaux qui s'en remettent au préfet Desjonquères ou... «*aux changements qu'apporterait le Programme Commun*». Mais le seul «sauvetage» de la S.C.P.C. possible, c'est la lutte pour pas un seul licenciement et le maintien de l'emploi sur place qui l'obtiendra !

Depuis mardi, l'usine est bouclée par des piquets de grève. Une réunion du Comité d'entreprise prévue pour hier, a été annulée par la direction ; à cause de «l'entrave apportée à la liberté du travail» : comme si liquider des emplois c'était offrir la liberté du travail !

Correspondant Clermont-Ferrand

POMPEY : LE P«C»F BRADE LES LUTTES DES METALLOS !

«Merci camarades, et à la prochaine fois», c'est sur ces mots que c'est terminé le rassemblement meeting qui réunissait 150 travailleurs environ et qui avait lieu hier matin à Pompey. Pourtant aux aciéries de Pompey le mécontentement est important au sujet des nouvelles classifications mais aussi des salaires, du repos du samedi de nuit, de la répression qui frappe un délégué CGT trainé devant les tribunaux pour entrave au fonctionnement du C.E.

Au rassemblement hier, un travailleur nous dira "je suis venu ; je débraye à chaque journée d'action, mais aujourd'hui, je n'y comprends plus rien !» Il faut dire que les syndicats appelaient à 8 heures de grève par poste aux aciéries et que si peu sont venus à la manifestation, le débrayage a été largement suivi. Alors beaucoup sont restés à la maison parce qu'après cette journée tout reste comme avant. «Il faut que ce soit clair, on part en grève avec des piquets ou alors ça ne sert à rien». Et puis ce que ne comprennent pas les travailleurs, c'est qu'on appelle à 8 heures de grève par poste aux aciéries, à 2 heures de débrayage chez Delattre, etc...

Pour le rassemblement, on y appelle uniquement aux aciéries, rien sur les autres usines. «C'est tous ensemble qu'il faut y aller, les classifications ça nous concernent tous».

QUI FREINE CETTE VOLONTÉ DE LUTTE ?

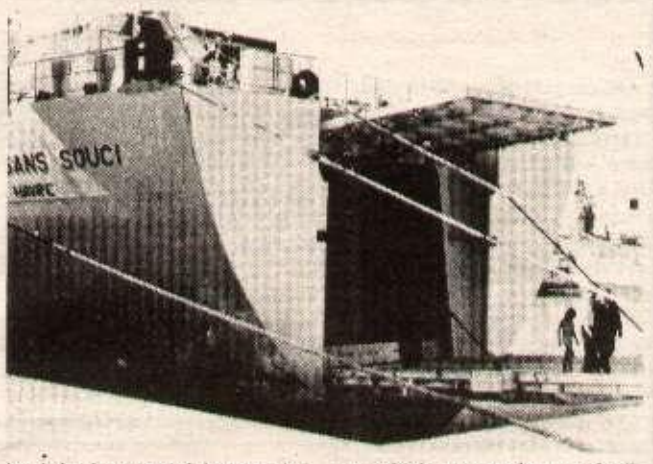
Un ouvrier nous le raconte : *«A la manifestation du 8 dans l'usine quand les gars du Ban-la-Dame avaient voulu aller à l'aciérie en lutte aussi sur les samedi de nuit, des gars du P«C»F se sont mis devant le passage et nous ont dit «c'est pas la peine d'y aller, il y a des travaux, sortons de l'usine allons dans Pompey et dans Frouard»*. A Frouard, le maire P«C»F nous attendait avec son écharpe, il a pris la parole, à la fin comme il se présentait aux cantonales, ça lui a fait une bonne publicité». *«Le coup là, c'était préparé d'avance»*, diront beaucoup d'ouvriers. Ce qui apparait, c'est que *«ce n'est pas avec une journée qu'on va faire céder le patron»*, mais aujourd'hui, après cette manifestation les questions restent entières.

Correspondant Pompey

POLITIQUE

Baisse du déficit du commerce extérieur : L'OPTIMISME BÉAT DU MINISTRE

«Le développement de nos échanges extérieurs s'accentue en février, tandis qu'ils se rapprochent de l'équilibre... la reprise de nos exportations paraît s'amplifier». **Ce sont quelques uns des commentaires optimistes que Barre, ministre du commerce extérieur a fait, à la lecture des chiffres d'importations et d'exportations de la France pour le mois de février. Après l'aveu d'échec et de faiblesse qu'a été la dévaluation camouflée du franc, le gouvernement espère tirer de ces chiffres un moyen de redorer son blason. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il n'est pas très convaincant.**



Les chiffres de février indiquent effectivement une légère progression des exportations : en chiffres corrigés des variations saisonnières, elles sont passées de 19 997 à 21 448 millions de francs. Barre, qui ne doit pas être convaincu de sa propre argumentation a cité la baisse du déficit commercial, toujours en chiffres corrigés. 242 millions de francs contre 920 en janvier, soit une baisse de 74 %. Ce qu'il ne dit pas, c'est qu'en chiffres bruts, les seuls qui agissent effectivement sur l'économie, la baisse n'est que de 48 %. D'autre part, il semble que l'augmentation des exportations s'est surtout faite dans le secteur des biens de consommation, le marché extérieur des biens d'équipement étant bien bouché pour la France (si l'on a fait beaucoup de bruit autour du contrat avec l'Iran pour le métro de Téhéran, on n'a pas parlé des marchés remportés par l'Allemagne en Irak, où les devis allemands étaient plus compétitifs de 40 %...). Le contraire aurait été étonnant: les lois du marché international ne sont pas des lois de hasard, et les marchés sont emportés par les économies les plus fortes. Or rien n'a changé qui puisse modifier la position de faiblesse de l'impérialisme français par rapport à l'impérialisme allemand, au sein de l'Europe. La sortie du franc du serpent monétaire européen, qui alimente l'optimisme des prévisions de Barre (les produits français baissant de prix à l'étranger, cela *peut* faire diminuer le déficit...) n'y changera rien fondamentalement, puisque c'est une conséquence de cette faiblesse.

Eric BREHAT

LE FRANC ENTRE DEUX EAUX...

Jusqu'à hier, la décote du franc, sur les marchés de change ne dépassait pas 3 à 4 %. Or la différence de compétitivité entre les économies françaises et allemandes est bien supérieure. Cette décote, encore trop faible pour satisfaire les industriels, s'explique certainement par la poursuite de l'intervention de la banque de France, pour éviter une baisse précipitée du franc (Fourcade a bien expliqué que «le flottement du franc doit se faire dans l'ordre...») et par le fait que certains spéculateurs rachètent des francs qu'ils ont vendus avant la dévaluation. Il faut cependant s'attendre à une poursuite de la baisse dans les prochaines jours. Le Franc Belge, qui se trouve au plus bas de ce qui reste du serpent, est aujourd'hui le plus menacé.

DANS LA PRESSE ÉCONOMIQUE

L'optimisme du ministre Barre n'a même pas convaincu la presse économique, qui exprime souvent les inquiétudes du patronat. Ainsi, pour «Les Echos» : «Le contentement du ministre est-il justifié ? Dans une certaine mesure seulement... La sortie du franc du serpent monétaire devrait, dans la mesure où la décote de notre devise sera suffisante, donner un coup de fouet à nos exportations... De là à dire que notre commerce extérieur sera excédentaire le mois prochain, il y a une marge». L'inquiétude cachée derrière cette «marge», c'est que l'augmentation de prix des matières premières importées et des produits semi-finis, par suite de la décote du franc, ne soit trop forte.

Pour une télévision au service... du gouvernement

La télé est-elle responsable de la violence ? Certainement répond Poniatowski volontairement alarmiste, interviewé par *Télé poche*, journal de télévision d'assez large audience. Elle est responsable de l'augmentation de la criminalité : en montrant des scènes de violence, elle donne des idées aux criminels en puissance, en faisant de ces criminels des héros, des êtres sympathiques elle donne envie de les imiter. A partir de là il développe ses arguments en jouant sur le vague des mots qu'il emploie : il est question de victimes, de criminels... le lecteur ne pense plus qu'à une forme de violence, le banditisme crapuleux et par là est amené à adhérer à sa démonstration et à réclamer plus de police pour plus de sécurité.

Mais Poniatowski va plus loin. Il suggère de façon insidieuse que la télévision a des dangers imprévisibles, elle crée une accoutumance à la violence, rend le public incapable de se défendre, fait des téléspectateurs des criminels en puissance. Il appuie ses déclarations d'exemples pseudo-scientifiques de façon à créer la peur chez le lecteur, à lui faire admettre le contrôle direct du gouvernement sur les émissions de fiction et d'actualité : qu'il se garde bien de dissocier !

«Dans la société de liberté qui est la nôtre les pouvoirs publics n'ont... pas à censurer des moyens d'expression tels ... la télévision (...) Mais une société de liberté ne doit pas être pour autant une société de laisser-aller (...) Liberté ne signifie pas licence (...) Il appartient à l'Etat de prendre les mesures nécessaires pour que des solutions interviennent... c'est cela l'expression de la liberté».

Cette liberté là c'est bien de la censure ! Mettre au pas la télévision, avoir le monopole complet de l'information qui y diffusée c'est un des rêves du gouvernement ! L'interview de Poniatowski commence à nous y préparer.

en bref... en bref...

Lortat-Jacob, président du Conseil de l'Ordre des médecins ne sait plus que faire pour obliger les médecins à payer leurs cotisations.

! Il se propose maintenant de suspendre les médecins récalcitrants et de faire en sorte que les malades qui se feraient soigner par eux ne soient pas remboursés !

Un détenu est en préventive à Fleury-Mérogis depuis 6 ans ! Il est inculpé pour un vol auquel il affirme ne pas avoir participé. Pour appuyer sa demande de mise en liberté une pétition qui doit être remise au Garde des Sceaux le mois prochain, a été organisée à l'échelon national.

INTERNATIONAL

DROIT DES MERS :

CHASSER LES FLOTTES D'AGRESSION

A l'occasion de l'ouverture de la conférence lundi, Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU a notamment déclaré : «Il est désormais urgent de régler les problèmes posés par le droit de la mer sous peine de voir se multiplier les litiges et les affrontements. L'occasion de codifier les usages de la mer et de promouvoir grâce à eux, un système économique global plus équitable, pourrait ne plus se représenter».

L'âpre lutte qui se déroule actuellement sur la question du droit de la mer comporte non seulement des aspects économiques, mais également stratégiques. En effet, d'après de récentes informations, il semble que les grandes puissances proposeraient de reconnaître la zône économique exclusive de 200 milles à condition qu'on leur garantisse la liberté de navigation en haute mer et la liberté de passage dans les détroits. Ces principes du droit de la mer ne font que refléter la situation au 19ème siècle, période où beaucoup de pays étaient dominés ou colonisés, et où les grandes puissances dominaient le monde à l'aide de flottes importantes. L'URSS et les USA sont attachés à ces droits : flottes en Méditerranée et dans l'Océan Indien, navires espions, chalutiers soviétiques équipés de radars, c'est pour toute cette armada qu'ils réclament la liberté.

Selon les superpuissances, les détroits ne devraient pas faire partie des eaux territoriales, mais rester internationalisées (détroit de Malacca dépendant de l'Indonésie et de la Malaisie par exemple).

Mais il est peu probable que les pays présents à la conférence acceptent ce marchandage destiné à préserver des privilèges hérités de la période coloniale. De même, il sera très difficile de parvenir à un accord sur la création d'une agence internationale chargée de gérer les fonds marins au-delà des juridictions nationales. Les pays de la Conférence sur le droit des mers sont en train d'obtenir une première victoire à propos de la zône économique avec le soutien actif de la République Populaire de Chine. Il est probable qu'ils ne céderont pas aux autres prétentions des grandes puissances. Cette quatrième session de la conférence s'annonce donc difficile et il apparait très peu probable qu'une convention soit signée le 7 mai, date de la fin de cette session.

La marine soviétique.

Liban : la Syrie prise au piège ?

La situation sur le terrain restait toujours stationnaire dans la journée d'hier. Le président de la république, dont la démission est exigée par le général Ahdab, et une très large majorité du parlement, était toujours dans son palais, gardé par ses propres milices et celles du ministre de l'intérieur également proaméricain. Les forces de la Saïka (proches de la Syrie) barraient toujours la route du palais présidentiel à l'Armée Arabe du Liban.

Cependant, la situation se gâte dans le pays pour la Syrie. Après que Yasser Arafat, dirigeant de l'OLP, et le chef de la Saïka Zoheir Mohsen ont eu fait le voyage de Beyrouth, Damas n'avait toujours pas obtenu la «carte blanche» exigée, la veille, des différentes forces politiques.

En particulier le leader du «Front Progressiste», Kamal Joumblatt, en était venu à dénoncer l'intervention syrienne, accusant «*certaines organisations et armées arabes*» de «*dresser des barrages contre l'armée légale du pays pour l'empêcher de mettre en pratique la volonté des Libanais consacrée par la décision de la chambre des députés de démettre Soleiman Frangié*» : la Saïka, et à travers elle, la Syrie étaient clairement visées.

Ainsi, alors que Damas semblait au début de la crise actuelle s'apprêter à soutenir la tentative d'éviction de Frangié, la voici maintenant accusée d'y faire obstacle. C'est qu'entre temps, désireux d'imposer ses conditions, le gouvernement syrien a voulu s'opposer à une solution de force, et est apparu ainsi comme prolongeant la crise au lieu de contribuer à la résoudre. Aussi, dans la population, où la Syrie jouissait d'une popularité assez grande après le dernier cessez-le-feu, ce préjugé favorable baisse rapidement. On en vient, ici et là, à affirmer que «*la tentative d'annexion syrienne a échoué*». Et, dans certains milieux de la Résistance Palestinienne, on fait remarquer à tous ceux qui pourraient être tentés de la liquider au Liban «à la façon jordanienne» qu'ils s'exposeraient à l'échec, étant donné l'unité réalisée avec la population libanaise et les forces patriotiques.

ONU

A l'organisme de l'ONU spécialisé sur la Palestine, le délégué syrien a proposé la création d'un «conseil pour la Palestine» des Nations Unies, chargé d'exercer une tutelle sur ce pays. Comme ce vœu ne semble pas pouvoir concerner la situation actuelle, il est surprenant qu'on propose ainsi de mettre sous tutelle la Palestine quand elle se sera libérée.

ETUDIANTS

Paris : des milliers d'étudiants affrontent les CRS

Eric BRÉHAT

Dans une vingtaine de villes, le mouvement de grève des facultés se poursuit. Mouvement qui s'est nettement radicalisé, remettant en cause la main mise du patronat sur les universités et visant à bloquer les dossiers d'habilitation, premier pas vers l'application de la réforme Soisson. La réforme Soisson, aujourd'hui mise en œuvre par Saunier Seite, c'est, très clairement, la mise au pas des universités, et leur soumission étroite aux besoins du patronat local. Hier, une journée nationale d'action a mobilisé des dizaines de milliers d'étudiants. La veille, le secrétaire d'Etat aux Universités avait renouvelé ses menaces sur l'éventuelle non-attribution des diplômes en fin d'année, et la police était intervenue à plusieurs reprises contre les étudiants : à Bordeaux, où ceux-ci bloquaient la N 10, et où l'intervention des CRS fit plusieurs blessés, à la faculté de Clignancourt, où vigiles et police ont expulsé les étudiants en grève. Les groupes fascistes interviennent également ; à Censier (Paris), l'intervention d'un de ces groupes, armé de barres de fer a laissé deux étudiants grièvement blessés.

Mais c'est encore lors de la manifestation de Paris que la volonté de réprimer un mouvement qui commence à s'attaquer au fond de la réforme de l'enseignement, qui cherche à se lier aux travailleurs en lutte, était le plus manifeste : bouclage d'un quartier par la police, intervention massive des CRS et gardes mobiles... et résistance des étudiants.

Aujourd'hui, un rassemblement national est prévu à Nanterre, avec la participation de toutes les facultés en grève, et à 17h 30, une manifestation nationale doit tenter de se rendre chez Saunier Seite, au départ de la gare St-Lazare.

«Flics, patrons, hors des facs !». **Les étudiants de Clignancourt, dont la faculté est occupée par les CRS sont particulièrement virulents, à cette manifestation qui regroupe la plupart des facultés parisiennes en grève. Manifestation de plus grande ampleur que la précédente, manifestation combative et enthousiaste.**

Les menaces de Saunier Seité ont eu l'effet inverse de celui souhaité, l'intervention de la police dans certaines facultés a élargi et radicalisé le mouvement. Un étudiant de Clignancourt : *«Aujourd'hui, nous sommes nombreux à la manifestation, et pourtant la fac est fermée. Beaucoup d'étudiants qui ne suivaient pas la grève avant l'occupation de la fac sont maintenant avec nous, et je pense qu'à la rentrée le mouvement reprendra. D'autre part, les contacts qu'on a commencé à prendre avec des ouvriers en grève, si on y associe le plus possible d'étudiants permettront de faire progresser le mouvement».*

Ce souci, souvent confus, de se lier aux travailleurs est évident dans beaucoup de cortèges. Archi : *«Non à l'urbanisme au service du profit»*, ailleurs, *«facultés ouvertes aux travailleurs»*, ou «ni chômeurs, ni cadres au service des patrons»...

Le but de la manifestation était de se rendre au secrétariat d'Etat, en partant de Jussieu. Tout le long du parcours, les barrages de police dirigeaient insensiblement la manifestation vers une souricière.

L'accès au secrétariat d'Etat est impossible, et une partie importante de la manifestation est bloquée, boulevard Raspail, entre des cordons de CRS. Très vite, les premières grenades lacrymogènes partent. Les pavés leur répondent. Aux appels à la dispersion répond le mot d'ordre : *«Sélection, répression, c'est la loi des patrons»*. Les gardes mobiles arrivent en renfort, les charges commencent. Les étudiants, restés massivement pour affronter les CRS parviennent à passer les barrages, et un regroupement d'un millier d'entre eux se fait à l'Opéra. La manifestation a été un succès, à la fois par son ampleur, et par la résistance des étudiants à la répression. Il faut que la journée d'aujourd'hui en soit la confirmation.

LILLE : ETUDIANTS

Ce matin l'A.G. a reconduit la grève partout. Manif : 3000 personnes. Mot d'ordre :
- Patrons hors des facs,
- Ce n'est qu'un début continuons le combat,
- Etudiants, travailleurs, lycéens, même combat,
- Répression, sélection c'est la loi des patrons.

AMIENS : ETUDIANTS

Aujourd'hui manifestation étudiante de 400 à 500 personnes avec la participation des profs.

A la fin de la manifestation ils ont occupé la Chambre Régionale de Commerce.

Les mots d'ordre étaient :
- Contre la main mise du patronat,
- briser le silence de la presse,
- abrogation des mesures Soisson.

FACULTÉ DE CLIGNANCOURT

Lundi si les vigiles avaient pu rester sur la fac en n'hésitant pas à affronter violemment les étudiants et étudiantes, il n'en a pas été de même mardi, ce jour là ce fut la plus importante A.G. : elle a voté le principe d'une grève illimitée jusqu'au retrait des vigiles de la fac, elle a ensuite reconduit la grève avec piquet. C'est en essayant de faire respecter ces décisions que les étudiants ont exigé le retrait immédiat des vigiles. Encerclés par plusieurs centaines d'étudiants ceux-ci ont été contraint d'accepter essayant de gagner du temps sous divers prétextes, finalement ils se sont tous remis en civil. C'est au moment où les étudiants fêtaient leur victoire qu'ils ont de nouveau barré les portes de la fac laissant la place quelques temps après aux C.R.S. Alors ce fut l'explosion : les portes furent barricadées, les pieds de table furent pris par les étudiants, les chaises se passèrent de mains en mains pour freiner l'arrivée des flics.

Finalement la fac fut fermée après l'occupation totale par les C.R.S. et l'expulsion des étudiants. Alors les étudiants manifestèrent un moment dans le 18e avant de se réunir à Jussieu. Mercredi, la fac était ouverte : le nombre des vigiles a encore augmenté, plusieurs cars de C.R.S., veillent pas loin. Malgré la répression la mobilisation des étudiants est très forte. De plus ce matin nous avons pris contact avec les organisations syndicales et une boite en lutte (Dillard) contre les licenciements et l'abaissement de leur salaire (plus de 30 %).

TRAVAILLEURS, ÉTUDIANTS UNIS VAINCRONT.

Comité de grève
Clignancourt

CENSIER : FACULTÉ

La faculté ce matin a été attaquée par un commando fasciste qui a fait trois blessés dont deux graves (une fracture du crâne, une brulure au troisième degré). Le commando visait deux réunions, l'une sur l'Espagne, l'autre organisée par les étudiants algériens sur le peuple Sahraoui.

Cette attaque a révolté les étudiants qui ont manifesté nombreux cet après midi.

INTERNATIONAL

La démission de Wilson

UN CONSTAT D'ECHEC

La démission de Wilson apparait bien comme une manœuvre de politicien bourgeois. En se retirant maintenant, Wilson tente de se blanchir les mains, alors que la Grande-Bretagne est le pays européen le plus frappé par la crise.

Wilson était revenu au pouvoir en février 1974. Tirant profit de la colère légitime des travailleurs contre la politique des conservateurs (hausse des prix et blocage des salaires, chômage et lois anti-grève), Wilson avait fait campagne en dénonçant les bénéfices scandaleux des banques, en promettant l'abandon du blocage des salaires et la mise en application d'une politique de taxation des gros revenus.

Très vite, ces promesses furent oubliées. Bien que contraint par l'importance de certaines grèves de céder des augmentations de salaires (mineurs et cheminots, par exemple), Wilson a très vite adopté un autre ton : il a cherché à utiliser la centrale syndicale (TUC) pour enfermer la classe ouvrière dans un «*contrat*» qui tendrait à faire accepter aux travailleurs des «*hausses modérées de salaires*» pour 1975 et 1976. Cette manœuvre, partiellement réussie, s'accompagnait d'une invitation à «*travailler*» pour développer avec la complicité de la bureaucratie syndicale, les exportations et freiner l'inflation.

Wilson mettait en place, en novembre dernier, un «*Conseil National de l'Entreprise*» chargé de rechercher le maximum de rentabilité dans les entreprises nationalisées et privées par l'augmentation des cadences. Dans le même temps, Wilson réduisait les dépenses publiques dans le budget de 1976. Sous prétexte de lutter contre l'inflation, il prévoyait de ralentir la consommation des masses, par une augmentation de 2 à 5 % des impôts sur les bas salaires. Wilson expliquait cette augmentation, accompagnée de celle des taxes à la consommation, par la nécessité de sauver la livre. Il soulignait, par ailleurs, qu'il lui semblait impossible de taxer les entreprises, puisque les investissements privés devaient être encouragés pour développer les exportations.

En juillet dernier, alors que le chômage devenait massif, Wilson voulut obtenir des syndicats un accord «*volontaire*» de limitation de la hausse des salaires pour 1976, à 10 %. Les travailleurs britanniques ont refusé ce nouveau chantage à la crise. L'opposition des syndicats -contraints au refus par leur base- à signer un tel accord, signifiait l'échec de la politique de Wilson. Politique, qui est, pour l'essentiel, celle de nombreux autres «leaders» de l'Internationale «*Socialiste*» de Mitterrand.

Toutefois, une question reste posée. Wilson quittera ses fonctions de premier ministre lorsque son successeur aura été désigné, lundi prochain. Mais en annonçant qu'il conservait son siège de député, Wilson laisse une porte ouverte. Espérant quitter le pouvoir les mains blanches, il n'est pas exclu que Wilson se mette «*en réserve du pouvoir*» devant l'aggravation de la crise économique et politique en Grande-Bretagne. Auquel cas, Wilson prétendrait avoir un jour les mains libres pour continuer à faire payer la crise aux travailleurs.

LA GRANDE BRETAGNE DE WILSON EN CHIFFRES

-Devaluation de la Livre en 1975 : près de 33 %,
- Chômage : au 31 décembre 1975 : 1 211 500 soit 5,1 % de la population active,
- chômage prévu pour 1976 : 1 750 000,
- fermetures d'usines en 1975 : plus de 5500,
- déficit de la balance commerciale : plus de 1 milliard 500 millions au 31. 12. 75,
- augmentation des prix de détail annuelle en 1975 : près de 30 %.

URSS - USA : de l'eau dans le pétrole

Les USA ont suspendu trois séries de conversations techniques ainsi que des négociations pétrolières avec l'URSS. Cette mesure est présentée comme faisant suite à l'intervention soviétique en Angola. En fait, elle correspondrait beaucoup plus à des intérêts électoraux : étant donné qu'une grande inquiétude se développe aux Etats-Unis à propos du manque de fermeté du gouvernement face à l'URSS, Ford a récemment banni le mot «détente» de son vocabulaire et tente de donner l'illusion d'une attitude plus dure par des décisions de ce genre.

Il est néanmoins probable que, l'intérêt économique prenant le dessus, ces négociations reprendront tôt ou tard, car l'URSS vend son pétrole aux USA en dessous des prix fixés par l'OPEP, pratiquant ainsi une politique de dumping.

Castro l'Africain

Le sommet de Conakry réunissant Cabral (Guinée Bissau), Sékou Touré (Guinée), Neto (Angola) avec Fidel Castro s'est achevé lundi soir. Le communiqué final affirme le soutien des participants au Mozambique et à l'Angola contre l'Afrique du sud. Castro, commis voyageur de l'impérialisme soviétique, est-il bien placé pour se poser en organisateur de l'unité de l'Afrique contre l'impérialisme ?

Nouvelles du Portugal

• Une campagne des journaux de droite et du PS provoque la suspension du secrétaire d'Etat à l'agriculture, membre du PCP.

Les journaux «A Luta» et «Oia» l'accusent d'avoir déclaré au cours d'une réunion à Evora : «*Le sang de Catharina Eufemia a coulé dans l'Alentejo, le sang des latifundiaires risque bientôt de couler*». Le PCP dans un communiqué a répondu : «*Les paroles attribuées à Victor Louvo sont complétement fausses*». A la suite de cette campagne, le gouvernement, après avis du conseil de la révolution, a décidé de suspendre le secrétaire d'Etat dans ses fonctions jusqu'à la fin d'une enquête.

• Les forces de l'ordre (GNR et PSP) expulsent les travailleurs d'une entreprise.

Pour la première fois depuis bien longtemps, les forces de l'ordre sont intervenues hier pour expulser les travailleurs des installations de l'entreprise Sanimar (entreprise de la construction civile). Les travailleurs occupaient l'entreprise à la suite d'un décret du secrétaire d'Etat au travail qui avait suspendu la commission de travailleurs et avait nommé à la place, une commission de gestion composée d'éléments proches de l'ancien patron de cette entreprise.

• **Le gouvernement portugais a menacé de réquisitionner pour ce matin les infirmiers.**

Leur grève, déclarée «illégale», se poursuit depuis vendredi dernier. Suivi à 100 %, le mouvement est tres populaire dans les masses, et a reçu le soutien massif des malades des hôpitaux qui ont signé des pétitions. Lancée contre l'avis du parti révisionniste, et malgré la direction syndicale, qui déclarait : «Devant la poussée de la base, nous ne pourrons pas tenir longtemps», cette action est également suivie par les infirmiers membres du parti réactionnaire, le PPD, malgré les pressions du ministre de la santé appartenant à ce parti.

Hier soir, des assemblées générales se tenaient dans les hôpitaux pour décider de l'attitude à adopter.

Correspondant

en bref

MOZAMBIQUE

Le Conseil de Sécurité de l'ONU siège depuis hier afin d'examiner les effets sur l'économie du Mozambique de l'application par le Mozambique des sanctions décidées par l'ONU contre la Rhodésie. Il est fort probable que le conseil se prononcera en faveur d'une assistance financière, technique et matérielle au Mozambique.

CHYPRE

Nicos Sampson, auto-proclamé «président de la république» lors du putsch fasciste de juillet 1974 à Chypre, a été arrêté mardi soir à Nicosie, où il dirigeait un journal. Le putsch de juillet 1974 avait servi de prétexte à l'actuelle occupation turque d'une grande partie de l'île. Cette arrestation est la première opérée par le président chypriote Makarios contre les comploteurs fascistes.

Conférence Nord-Sud

NOUVELLE SESSION, NOUVEAU COMBAT

Hier, s'est ouverte la seconde session des quatre commissions de la Conférence «Nord-Sud». Cette session durera jusqu'au 27 mars. On peut dire que c'est réellement maintenant que commence la Conférence «Nord-Sud», puisqu'elle va aborder concrétement le problème de la «coopération économique internationale» entre les pays industrialisés et les pays du Tiers Monde.

Lors de cette session, les 4 commissions aborderont des thèmes bien définis.

La commission de l'énergie devra se mettre d'accord sur «*l'approche méthodologique*» de la discussion du problème du prix de l'énergie. En effet, les pays industrialisés voudraient mettre l'accent sur la «*compétitivité*» des diverses sources d'énergie, c'est-à-dire éventuellement remettre en cause les prix décidés par les pays du Tiers Monde producteurs de pétrole. Ces derniers, ainsi que l'ensemble des pays du Tiers monde, se battent, au contraire, pour que le problème du prix des sources d'énergie ne soit pas dissocié de celui de la défense de leur pouvoir d'achat, menacé par l'inflation dans les pays impérialistes et l'érosion des monnaies qui servent de monnaies de règlement (le dollar par exemple).

Ces problèmes seront par ailleurs étudiés par la commission des Affaires Financières : les pays du Tiers-Monde entendent poser le problème de leurs balances des paiements, déficitaires du fait «*des conséquences de l'inflation et de la récession mondiales sur leurs économies, et de l'augmentation du coût des importations de biens manufacturés et autres produits de base en provenance des pays industrialisés*».

La commission du développement devrait, pour sa part, envisager le problème de l'infrastructure des pays en voie de développement, c'est-à-dire l'industrialisation des pays du Tiers monde et le problème d'un «*programme global de développement de la production des denrées alimentaires dans les pays du Tiers-Monde*».

Enfin, la commission des matières premières posera le problème de l'organisation du marché mondial des matières premières et des denrées alimentaires à l'heure actuelle et les effets de cette organisation sur le développement des pays du Tiers-monde. Pour les pays du Tiers monde, les travaux des commissions se tiennent et forment un seul et même ensemble. C'est donc là que va porter la lutte du Tiers-monde, car les pays impérialistes chercheront à diviser les commissions, ils peuvent par exemple, demander la baisse du prix du pétrole mais refuser la stabilisation de leurs monnaies), pour mieux conserver leur suprématie mondiale. Une fois encore, le Tiers-monde ne peut remporter la victoire qu'uni face à son ennemi : l'impérialisme.

Camille NOEL

USA

Aux élections «primaires» de l'Illinois, Gérald Ford arrive assez nettement en tête devant son concurrent à l'investiture du parti républicain pour les élections présidentielles, Ronald Reagan. Chez les démocrates, Carter-les-dents-blanches est toujours en tête.

CHINE

A propos des agressions commises par la Rhodésie contre le Mozambique, le Renmin Ribao, quotidien chinois, a publié un éditorial intitulé : «Nous condamnons énergiquement les actes d'agression du régime réactionnaire de Rhodésie».

• La République Populaire Démocratique de Corée et le Togo ont reconnu officiellement mardi la République Arabe Sahraouie Démocratique.

• Andrei Grechko, ministre soviétique de la défense, a eu un long entretien avec Mohammed Siad Barre, président de Somalie, actuellement en visite en URSS. L'agence soviétique Tass parle d'une ambiance «très cordiale et amicale». A-t-il été question des bases militaires dont Moscou aurait imposé la présence dans ce pays ?

LUTTES OUVRIERES

QUESTIONS AUTOUR DE LA LUTTE DES "REOS"

Interview d'Eugène Simon, délégué CFDT, un des responsables de la lutte

Propos recueillis par Yvon Chevet

Cette interview, dont nous publions aujourd'hui la première partie, est celle d'Eugène Simon, secrétaire de la CFDT de Rehault. Même si nous ne sommes pas d'accord avec tout ce qui est affirmé, en particulier certains points de vue sur la crise, sur le double pouvoir par rapport à l'Etat capitaliste, l'ensemble des autres points nous semble particulièrement intéressants et positifs. La question de ce que peuvent être les aspirations révolutionnaires des ouvriers par rapport à l'organisation de leur vie dans les villes, la manière dont la politisation des travailleurs de Fougères s'effectue en se réappropriant le drapeau rouge, l'internationale... la manière dont ils se détachent du révisionnisme. Enfin, et nous pensons que c'est un enseignement précieux pour les autres luttes, la manière dont la question de l'auto-défense de la lutte est posée face à la violence institutionnelle de la bourgeoisie et ce malgré les campagnes du patronat local par l'intermédiaire de sa feuille «La Chronique de Fougères», la préfecture, FO, le PCF et la CGT qui font tout pour l'assimiler à de l'anarchie afin de couper les Réos des autres usines de Fougères et leur faire abandonner une des armes principales de leur lutte.

Y. C.

Peux-tu dresser un bref tableau de la situation à Rehault et des raisons pour lesquelles on en est là aujourd'hui ?

Il y a deux niveaux de responsabilités, les orientations prises au niveau de la fédération patronale de la chaussure, et celles qui ont été prises pour le «développement» de Fougères.

Pour le 1° point, à partir des V°, VI°, et VII° plans, l'orientation de la Fédération patronale a été l'exportation. Il s'agissait d'essayer de noyer les autres pays européens avec la chaussure française. Or, il y a eu réaction de ces pays, l'Espagne et l'Italie en particulier, et c'est l'inverse qui s'est produit, donc cela a été un échec de leur politique capitaliste. A partir de là, avec le VII° plan, c'est une nouvelle orientation : puisque les importations existent, il faut les contrôler et se servir beaucoup plus des services de vente que des services de fabrication. D'autre part, c'est de fabriquer, dans les pays en voie de développement, où on peut exploiter les gens plus facilement et avoir une chaussure à plus bas prix. On s'est aperçu de cette orientation depuis 68-69. En 1969 dans cette entreprise il y avait 1 190 personnes, et on sortait 1,2 million de paires de chaussures par an.

Rentabiliser à tout prix

Actuellement, dans la production, nous sommes 600 et s'il y avait du travail à faire, on pourrait les sortir. Donc, pour rentabiliser les entreprises et c'est valable sur l'ensemble de Fougères, il y a eu la décision de baisser le nombre de travailleurs et d'augmenter la productivité. Depuis 1969, la productivité a doublé. En 1969, il fallait 40 minutes pour faire une paire de chaussures, maintenant il faut 29 minutes. A Fougères, l'industrie de la chaussure avait trouvé un créneau, celui de la chaussure de femme, en cuir, à bon marché (autour de 120 F dans le commerce) mais la concurrence l'a emporté. Noël de Vitré a une usine au Maroc, Barbier une en Italie... tous les patrons de Fougères sont des grossistes-importateurs et ils gueulent contre les importations... Les grandes marques comme Bata ou Eram sont les plus gros importateurs. Pour compenser les pertes de clients, il a été passé des marchés avec les Russes (300 000 paires par an) mais cela masquait la réalité. Aussi début 1974, Rehault annonçait 350 licenciements, on a réagi aussitôt notamment lors de l'inauguration de la Foire-Expo, ce qui a montré la détermination des travailleurs et a imposé le recul aux pouvoirs publics qui ont repoussé les licenciements. Ils promettaient des reconversions, des pré-retraites, d'aider les entreprises où il y avait du chômage partiel, promesses non tenues puisqu'un an et demi après, toute l'usine est liquidée.

La direction a tout fait pour amener cette entreprise au dépôt de bilan, parce que les travailleurs ont refusé les 350 licenciements, parce qu'elle a envoyé une lettre à ses fournisseurs leur indiquant d'exiger d'être payés comptant, parce que le dépôt de bilan est étrangement bien équilibré (pas de différence entre l'actif et le passif). Ils ont essayé de restructurer l'entreprise et n'y ont pas réussi. Pour noyer les affaires et avoir de l'argent des pouvoirs publics, ils déposent le bilan, c'est la liquidation, puis la proposition de 230 emplois déjà prévus pour les vacances 1975 par le plan de la SERIC (organisme de la Fédération de la chaussure qui restructure !). C'est le même plan qu'en 1974, mais qu'on essaye de faire passer d'une autre manière. Ce ne sont plus des licenciements qui sont proposés mais des emplois, en fait le résultat est le même : 450 licenciements.

Et au niveau du «développement» de Fougères ?

La ville est entre les mains des patrons de la chaussure (Hyppolite Réhault a longtemps été maire de Fougères), et ils pratiquent une politique de bas salaires. Ces patrons ont bloqué la venue d'autres entreprises de peur de la concurrence des salaires. Ils ont seulement permis à des entreprises d'habillement de s'installer, les salaires étant très bas dans ce secteur. Cointat d'accord sur ce point, en prenant la mairie, a voulu faire de Fougères qui est une ville ouvrière, une ville touristique, dortoir et repos, en laissant disparaître les usines en difficulté (chaussure et habillement). Il lui a été versé un «contrat ville-moyenne» de 4 milliards avec lesquels il a été fait un centre hippique, une forêt aménagée, un lac, des fermes pour le week-end, voirie, salle polyvalente de 1,5 milliards.

L'enjeu n'est pas seulement économique, mais aussi politique

La démolition de la gare pour faire une grande allée commerçante est prévue, la démolition de la moitié d'une école pour prolonger les douves autour du chateau, un nouveau camping avec piscine et même un terrain d'aviation, tout cela pour une ville ouvrière où les salaires sont de 1 400 et 1 500 F. Les usines fermées, les ouvriers partiront dans la région parisienne ou dans une autre ville. Les ouvriers de Réhault se battent également pour rester à Fougères, pour le développement de Fougères, pour que des usines s'installent et que les gens aient tous du travail et un salaire décent. Les Réos demandent non seulement le maintien de 600 emplois, mais aussi la création de 1 000 emplois dans cette entreprise et refuse le démantèlement de cette unité : pas de dissémination des travailleurs à travers les petites entreprises de Fougères. *L'enjeu n'est pas seulement économique, mais aussi politique.*

On a d'autres projets que les leurs pour Fougères... restaurants inter-entreprises, journée en continue, une véritable culture populaire, mais surtout le droit à l'emploi qui est primordial. Il faut que toute une ville s'adapte aux travailleurs : temps de loisirs, crèches, discussions... Au cours de cette lutte, les gens se découvrent, discutent, découvrent des choses qu'ils ne connaissaient pas avant : les chansons engagées du gala par exemple.

Mais ces projets, peut-on les imposer dans le cadre du système actuel ?

On ne dit pas que c'est suffisant, pour moi la prise du pouvoir par un mouvement révolutionnaire ça ne suffit pas. Il faut changer les institutions, telles que l'école, l'armée et le pouvoir dans les entreprises pour arriver au socialisme. On ne veut pas améliorer le système mais faire prendre conscience politiquement aux gens, leur montrer qu'il peut y avoir une autre vie et qu'il y a des moyens pour y arriver. Il faut voir le contexte de Fougères, politiquement c'est une force de droite en place depuis 1932 qui a pris en mains la classe ouvrière par le biais de l'église, et puis il y a une force syndicaliste (anarcho-syndicaliste). La force d'opposition à la droite n'est pas dans les partis de gauche (PS et PC pratiquement inexistants), c'est l'organisation syndicale, celle-ci a la responsabilité très importante et très lourde de l'évolution politique des travailleurs.

Les conséquences de 1932

D'où cela vient-il ?

En 1932, il y a eu 7 mois de grève avec lock-out qui a abouti à un échec, la lutte fut très dure. Les ouvriers sont repris en partie dans des usines qui fermeront ensuite. L'accord de reprise prévoyait que les patrons réembaucheraient qui ils voudraient, quand ils voudraient et à un salaire moindre qu'avant. Les militants ont été obligés de quitter Fougères. A partir de là, il y a eu un découragement dû à l'absence des militants. Les travailleurs ont été pris en mains par la droite, par le biais de l'église (patronnages, etc...). Les travailleurs se battent mais en restent là, pas de débouchés politiques. En 63-64, avant que la CFTC devienne CFDT, un responsable de l'UL appelait à voter Mitterrand. L'influence de l'église est encore importante. La CFDT a pu s'implanter à cause de sa descendance de la CFTC. La droite a soutenu le MRP tendance sociale dont l'homme de pointe était Réhault patron paternaliste. Ici, les gens votent encore trop pour l'homme et non pour le parti qu'il représente, plutôt pour un notable ou un intellectuel. Le PCF l'a compris qui met Guillerm (professeur) en tête de liste. Trop souvent encore, les travailleurs ne font pas confiance aux travailleurs car il y a eu ce précédent de 1932 : Fournier, le meneur de la lutte, permanent de la CGT, était membre du conseil municipal et de tendance socialiste. Toute une génération a été marquée par la grève de 32.

Cointat a été élu non pour son appartenance à l'UDR, mais parce qu'il est notable et qu'il vient d'un ministère.

A suivre

LA COMMUNE

«ET CE FUT LE 18 MARS»

«LA REVOLUTION ETAIT FAITE»

Par Paule SACONNET

«O vieux monde, ramassis d'imposteurs, oisifs corrompus, parasites insolents, vous tous qui vivez du travail des autres, comprenez-vous enfin que votre règne est fini, et qu'aujourd'hui avec le triomphe du peuple, l'ère du travail va commencer.

Comprenez-vous enfin que l'on ne peut plus longtemps pressurer la matière humaine pour lui faire rendre de l'or, sans qu'un jour vienne où cette chair saignante ne résiste ? Ce jour est venu ! Niez-le donc maintenant.

Et nous, les «partageux», las enfin de travailler devant votre oisiveté, nous allons «partager avec vous non pas votre or inutile -éternelle calomnie- mais notre travail indispensable.

Frères du monde entier, notre sang coule pour votre liberté ; notre triomphe est le vôtre : debout tous ! Voici l'aube !»

J. VALLES

«A BERLIN ! A BERLIN ! »

Face à une bourgeoisie de plus en plus réticente et face à une volonté de lutte croissante des masses, l'Empire joue, le 19 juillet, son dernier coup de poker : il déclare la guerre à la Prusse.

Napoléon III espère prendre de vitesse l'armée prussienne (supérieure à tous points de vue) en menant une marche offensive ultra rapide et en franchissant le Rhin dans un temps record, ce qui lui permettrait de couper en deux l'armée ennemie.

Mais cette manœuvre, pour se réaliser, devrait s'appuyer sur un système militaire bien rodé et mû par un commandement expert.

Ce qui n'était pas le cas : l'armée impériale était engluée dans la malversation, la corruption morale.

Aussi, dès la déclaration de guerre, ce fut une immense pagaille qui s'empara de tout le pays. Les généraux cherchaient leurs troupes qui elles-mêmes cherchaient leur équipement et leurs armes. Souvent un mobilisé du Nord devait aller quérir son paquetage et son fusil à l'autre bout de la France et parfois même à Oran ou à Philippeville.

L'utilisation des chemins de fer vient encore accroître la désorganisation générale. Quant à l'approvisionnement des troupes en vivres et en matériel les têtes pensantes de l'armée n'avaient point songé à le mettre en place !

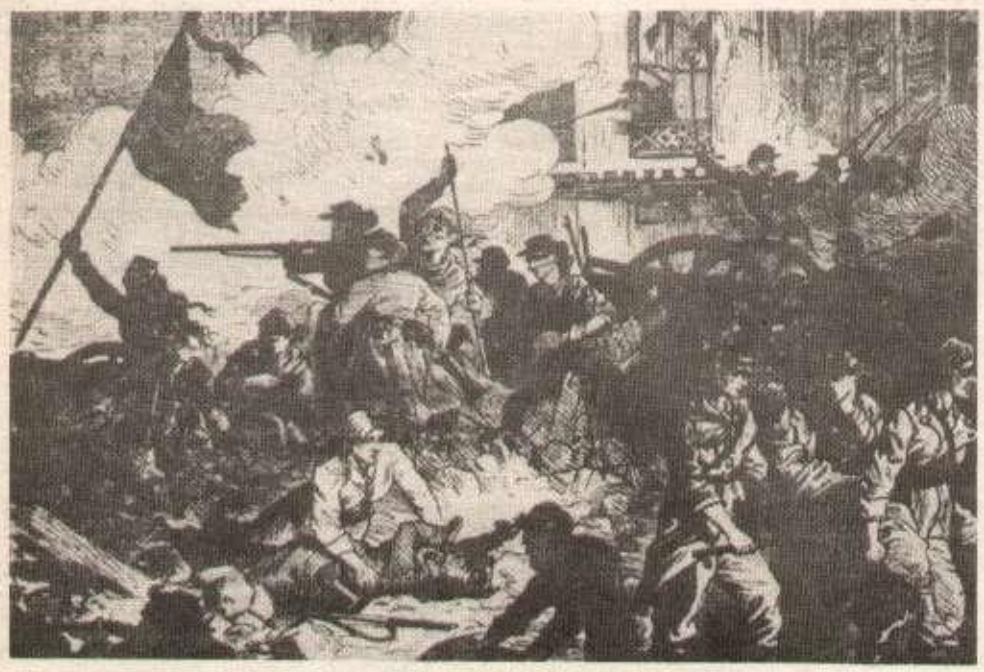
Conséquence : la marche triomphante sur Berlin s'empêtre dès son départ dans les lenteurs de la mobilisation et l'incapacité flagrante des chefs. L'armée prussienne peut donc se regrouper, prendre l'offensive et enfoncer les lignes françaises en Alsace, à Wissembourg, le 4 août.

Dès le 7 août, affolement des communiqués impériaux : «retraite de l'armée de Metz, nécessité de proclamer l'état de siège à Paris et de préparer la défense de la ville».

Et le 8 août, Engels donne son diagnostic : «l'armée française a perdu toute initiative.»

Cette défaite de Wissembourg, les piètres tentatives du pouvoir —bientôt démasquées— de maquiller les faits, l'inconsistance des directives impériales provoquent à Paris une vive effervescence. Les travailleurs descendent dans la rue pour crier «Déchéance !», «Vive la République !».

Et la tension est telle que Napoléon III préfère dégarnir ses frontières pour concentrer à Paris 40 000 hommes. Les députés de la gauche prennent peur eux aussi et se rapprochent des orléanistes pour se préparer à combattre le mouvement révolutionnaire qui s'amorce.



«DECHEANCE ! REPUBLIQUE ! »

2 septembre : capitulation de Sedan. Napoléon se rend au roi de Prusse, avec 83 000 hommes et 500 pièces d'artillerie.

4 septembre au matin des milliers de Parisiens envahissent le Palais Bourbon aux cris de «Déchéance !», «République».

L'impératrice s'enfuit sans demander son reste ; quant à Schneider, le tsar du Creusot, il capitule en déclarant la séance levée et en quittant promptement son fauteuil de président du Corps Législatif. Et cela sous les huées des travailleurs : «A bas l'assassin du Creusot ! A mort l'exploiteur des ouvriers !»

C'est donc la chute de l'Empire et c'est, à l'Hôtel de Ville, la proclamation de la République.

LA REPUBLIQUE BOURGEOISE DES «3 JULES»

Mais de quelle République s'agit-il ? Ceux qui forment hâtivement un gouvernement dit de Défense Nationale, sont les députés de l'opposition bourgeoise au régime impérial, les «trois Jules» comme on les appelle (Favre, Ferry, Simon). Ils choisissent pour président le général Trochu qui ne cessait de répéter «J'ai mon plan» sans qu'on en vît jamais l'exécution. Les blanquistes vont bien délivrer Rochefort emprisonné, mais celui-ci se rallie aux trois Jules et entre dans le gouvernement !

Comment expliquer cette facile victoire de la bourgeoisie sur le mouvement ouvrier ? Par un climat de guerre et de défaite où le chauvinisme reprend du terrain, par une certaine confiance dans les beaux parleurs de la gauche, par l'éclatement des sections de la première Internationale dû à la guerre et par la dispersion de ses membres qui se trouvent mobilisés, en prison ou en exil. N'y a-t-il pas aussi le phénomène nouveau que représente cette invasion fulgurante de l'ennemi, sorte de raz-de-marée qui affole et crée un besoin de s'accrocher à la première planche de salut rencontrée ?

«PARIS A FAIM PARIS A FROID MAIS PARIS RESISTE»

Dans un Paris assiégé par l'ennemi, bientôt rongé de faim et de froid, écrasé de bombardements, se dessine de plus en plus nettement l'antagonisme de classe ; d'un côté, la haute bourgeoisie qui redoute plus les «rouges» que les Prussiens, défaitiste, sans ressort, abandonne la ville pour se réfugier en province : ce sont les «francs-fileurs» ! Il y a aussi les francs ripailleurs (parmi lesquels Renan, Edmond de Goncourt, Gautier...) qui continuent leur vie douillette dans des restaurants de luxe. Face à ce Paris de la corruption et de la trahison se dresse le Paris de la résistance à l'ennemi, du courage.

UNE COMMUNE COMME EN 1793

Mais les contradictions existent au sein du peuple parisien. Les uns, appartenant surtout à la petite bourgeoisie, font grosso-modo confiance à la gestion du gouvernement en place et se cantonnent dans le légalisme et la passivité. Les autres, en majorité des ouvriers, veulent faire sauter les structures impériales restées en place, particulièrement au niveau municipal et amener le gouvernement des trois Jules à se radicaliser.

Une des solutions qui rallie les suffrages populaires est l'instauration d'une Commune obligeant à des mesures énergiques comme l'avaient été les Communes de 92 et de 93.

ARMISTICE—ELECTIONS

Les événements se précipitent : l'armistice est signé le 28 janvier ; des élections ont lieu le 8 février pour constituer une Assemblée nationale ayant pour responsabilité de se prononcer «sur la question de savoir si la guerre doit être continuée ou à quelles conditions la paix doit être signée.»

Suffrage universel, comme l'on dit (bien que les femmes ne votent point) la façade démocratique est préservée, mais comme le constate Lissagaray dans son «Histoire de la Commune» : «Que savait alors le paysan français et combien pouvaient dire où se trouvait l'Alsace ? C'est lui surtout que visait la bourgeoisie hostile à l'instruction obligatoire. Tous ses efforts pendant quatre-vingts ans n'ont-ils pas été de transformer en «coolie» le petit-fils des volontaires de 1792 ?

«LA REVOLUTION ETAIT FAITE»

Puis, ce fut l'aube du 18 mars.

Thiers, depuis quelques jours installé à Paris, mijotait de casser le mouvement populaire qui ne cessait de se développer en province comme dans la capitale.

Il donna l'ordre de reprendre les 250 canons dispersés dans la ville, canons que le peuple avait payés de ses deniers.

Louise Michel, qui se trouve à Montmartre où sont groupés bon nombre de ces canons, apprend l'attaque-surprise, descend la butte, sa carabine dissimulée sous son manteau, en criant «Trahison».

Elle racontera plus tard cet événement mémorable dans son «Histoire de la Commune».

«Une colonne se formait, tout le comité de vigilance était là : Ferré, le vieux Moreau, Avronsart, Lemoussu, Burlot, Scheiner, Bourdeille. Montmartre s'éveillait, le rappel battait, je revenais en effet, mais avec les autres à l'assaut des buttes.

Dans l'aube qui se levait, on entendait le tocsin ; nous montions au pas de charge, sachant qu'au sommet il y avait une armée rangée en bataille. Nous pensions mourir pour la liberté.

On était comme soulevés de terre. Nous morts, Paris se fût levé. Les foules à certaines heures sont l'avant-garde de l'océan humain.

La Butte était enveloppée d'une lumière blanche, une aube splendide de délivrance.

Tout à coup, je vis ma mère près de moi et je sentis une épouventable angoisse ; inquiète, elle était venue, toutes les femmes étaient là, montées en même temps que nous, je ne sais comment.

Ce n'était pas la mort qui nous attendait sur les Buttes où déjà pourtant l'armée attelait les canons, pour les rejoindre à ceux de Batignolles enlevés pendant la nuit, mais la surprise c[illegible] populaire.

Entre nou[illegible] les femmes [illegible] les canons, [illegible] ses ; les so[illegible] immobiles.

Tandis que le général Lecomte commande feu sur la foule, un sous-officier sortant des rangs se place devant sa compagnie et plus haut que Lecomte crie : Crosse en l'air ! Les soldats obéissent. C'était Verdaguerre, qui fut, pour ce fait surtout, fusillé par Versailles quelques mois plus tard.

La Révolution était faite !»

orts

21 MARS RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

PLUS DE 100 ENTREPRISES REPRÉSENTÉES
DES PAYSANS DU JURA

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

DIMANCHE 21mars 14H MUTUALITE

rassemblement communiste
DIMANCHE 21 MARS
de 14h a 24h MUTUALITE

Avec des travailleurs de plus de 100 entreprises,
des paysans du Jura, des Vosges,
de Saône et Loire...

LES TRAVAILLEURS DE FRANCE ACCUSENT LE CAPITALISME EN CRISE

• «Aide aux chômeurs», «revalorisation du travail manuel», «Plan de relance», «Réformes»...

ASSEZ DE MENSONGES ! des sidérurgistes, des ouvriers en lutte contre les licenciements. Des travailleurs en chômage dénoncent les mensonges de la bourgeoisie et expliquent leurs luttes dans leurs usines et leurs quartiers.

NON AUX LICENCIEMENTS !
HALTE AUX SAISIES ET AUX EXPULSIONS !

• 2 paysans assassinés par les forces de répression ; les CRS attaquent les usines occupées ; des syndicalistes sont licenciés, traînés devant les tribunaux.

Des ouvriers de Paris-Rhône (Lyon), des délégués syndicaux... expliquent.
DÉFENDONS NOS DROITS !
DÉVELOPPONS NOS LUTTES !

• HALTE AU RACISME ANTI-JEUNE ! des jeunes travailleurs, des chômeurs dénoncent la campagne anti-jeune de la bourgeoisie.

• VIVE LES LUTTES OUVRIERES ET PAYSANNES avec des représentants des ouvriers de FOUGERES en lutte contre les licenciements et des paysans du Jura, des Vosges.

INTERVENTION CENTRALE DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (marxiste léniniste)

STANDS DES USINES EN LUTTE
MUSIQUE ET CHANTS **GILLES SERVAT**
FRANÇOIS TUSQUES

Soutenons les luttes des peuples du monde !

A PARTIR DE 19 H :
• **L'ESPAGNE EN LUTTE, avec des militants des Commissions Ouvrières.**
• VIVE LA REPUBLIQUE ARABE DEMOCRATIQUE SAHRAOUIE ! Film sur la lutte du peuple sahraoui.
• PALESTINE : RÉVOLUTION JUSQU'A LA VICTOIRE !
• GUADELOUPE, MARTINIQUE, REUNION, GUYANE... A BAS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS !

• Péage-d... (Rhône-Po... grève avec... est suspen... d'aujourd'h... vailleurs ré... sés... L'in... RPT (CG...

pour préparer l'offensive ouvrière !
pour une issue révolutionnaire à la crise !

MANIFESTATION REPUBLIQUE métro B^d VOLTAIRE **DIMANCHE 21mars 10 H 30**

La Fédération Lorraine du P.C.R. (ml) prépare le 21 mars

Avec les camarades sidérurgistes, nous préparons des panneaux sur :

- La lutte à la Sollac contre le chômage partiel avec les camarades du cercle. La lutte aux aciéries de Pompey pour le repos du samedi de nuit ; comment les patrons cherchent à briser la combativité par la répression contre l'équipe qui a été la plus active dans la grève et la riposte immédiate des ouvriers (manifestations, débrayages).
- les camarades ouvriers de chez Delattre expliqueront comment la peur du chômage cède de plus en plus à une volonté de lutte contre les pertes de salaires dues au chômage partiel et à la nouvelle classification.
- le comité de lutte contre le chômage Pompey-Frouard voudrait rencontrer d'autres comités de lutte pour échanger les expériences de travail sur les quartiers surtout avec les ménagères «chômeuses camouflées».
- Des travailleurs hospitaliers de Nancy, Thionville, (ASH, aides soignantes...) demandent une table ronde sur la santé, et sur la répression à l'hôpital.
- Après l'assassinat du paysan Michel Boyé par les CRS à Epinal, des camarades du comité anti-répression des Vosges voudraient discuter avec des camarades paysans et ouvriers sur comment réaliser l'unité, dans les luttes et contre la répression.
- Des camarades immigrés espèrent apprendre beaucoup sur la lutte du peuple sahraoui dirigée par le Front Polisario.
- Pour les enfants, des camarades proposent qu'on prévoit une animation : ex, la vie des enfants en Chine, la place des enfants dans la lutte pour l'indépendance au Sahara, en Palestine...

Des départs en bus sont prévus de Thionville, de Longwy, de Nancy, écrire au QdP 29 rue St Julien 54 000 NANCY

LORRAINE

La fédération de Lorraine du PCR (ml) viendra au Rassemblement du 21 mars avec des délégations des entreprises suivantes :

- Sidérurgie : aciérie de Pompey, haut fourneau de la Chiers, Usinor Longwy, Micheville à Villerupt, Sollac, Sacilor.
- Métallurgie : Delattre à Frouard, Chaudronnerie Lorraine, Sotracomet.
- Centre hospitalier de Thionville, CHR de Nancy, hôpital psychiatrique de Nancy, école éducative de Nancy.
- SNCF Thionville, PTT, grands magasins, Permali.

Départ en car de : Villerupt, Longwy, Thionville, Pompey et Nancy.

Les camarades de la sidérurgie demandent à rencontrer d'autres camarades de la sidérurgie.

Pour les voyages en car, permanence :

- Nancy : librairie du temps des cerises (jeudi, vendredi et samedi soir).
- Pompey : ancienne salle des fêtes, avenue du général De Gaulle (vendredi de 19 H à 20 H 30).

Caen : communiqué pour le 21 mars

Des camarades de la section CFDT, stagiaires du centre FPA de Caen appellent à participer nombreux au rassemblement du 21 mars, afin de pouvoir décider ensemble de nos moyens de coordination. La section CFDT fait part de sa solidarité envers tous les centres en lutte actuellement.

Correspondant FPA Caen

FRONT ROUGE
Organe Central du Parti Communiste Révolutionnaire (ml)
N° 5 nouvelle série
le numéro 5 F

Va paraître
Passez vos commandes
à Front Rouge
BP 161 75864
Paris Cédex 18
CCP 31 191 14 La Source

Je m'abonne :

NOM.....
ADRESSE.....
PROFESSION.....

1 an : 300 F
6 mois : 150 F

3 mois : 80 F
1 mois : 30 F

Envoyez au
Quotidien du Peuple
BP 225 75 924
Paris Cédex 19
CCP n°231 32 48 F Paris

Communiqué de l'Union des Etudiants Iraniens en France

NOUVEL AN IRANIEN

VENDREDI 19 MARS
20 H - 50 Bd Voltaire (métro Oberkampf)

PROGRAMME

THÉATRE

Avec le développement des luttes populaires en Iran, nous assistons à l'essor de la littérature et l'art de combat.

C'est dans cette source que nous avons puisé les éléments essentiels de notre pièce de théâtre. Nous sommes en particulier, redevables à «L'épopée de Résistance», magnifique récit d'Ashraf Dehghani, écrit à la suite de son évasion de la prison.

CHANTS PATRIOTIQUES

Interprétés par le chœur de l'UEIF et inspirés des luttes récentes ainsi que celles menées par le peuple iranien contre l'impérialisme britannique dans les années 50 .

- SIAH-KAL Chanson écrite à l'occasion du début de la lutte armée en Iran, février 71.
- 30 TIR A la mémoire de la journée glorieuse du 21 juillet 1952, l'insurrection populaire en soutien au mouvement de nationalisation de pétrole.
- SHAB (la nuit) Chanson dite par les révolutionnaires iraniens.

MUSIQUE TRADITIONNELLE

En deux parties :
- Mode *MAHOUR*,
- Modes *HOMAYOUN - ESFAHAN*.

Dans chaque mode, une chanson sera interprétée.

CHANTS FOLKLORIQUES

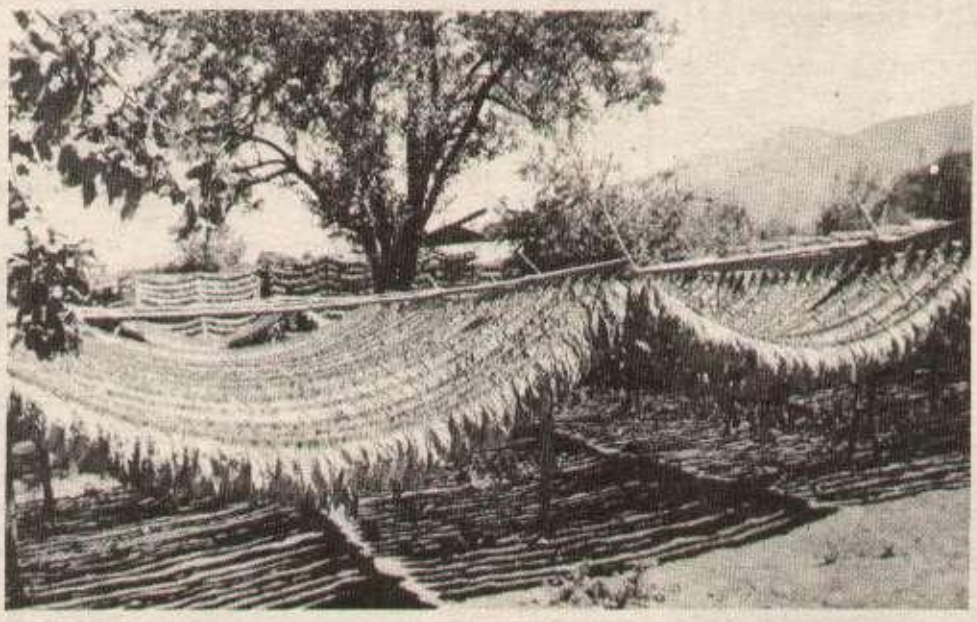
- *DARENEH-DJAN* (Chère Dareneh) Chanson du nord de l'Iran : Mazandaran,
- *SOZEH* (la fille à peau foncée) Chanson de la région des Bakhtiaris.
- *HEY YAR, HEY YAR* (Mon amie, mon amie !) Chanson du nord de l'Iran : Guilân.

Le Quotidien du Peuple - publication du PCR (ml)
Adresse postale : BP 225 - 75 924 Paris Cedex 19
CCP N° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication Y. Chevet
imprimé par IPCC - distribué par NMPP
Commission paritaire : 56 942

TELEVISION

Mardi soir sur A 2 : «LES DOSSIERS DE L'ÉCRAN»

UN DOSSIER VIDE



Ceux qui s'attendaient à un grand débat sur la drogue ont du être déçus, mardi soir. «Les dossiers de l'écran», illustrés par le film «Razzia sur la chnouff» (1955), se sont limités au problème de la filière du trafic de drogue et à l'action de la police contre elle. Sur ce sujet lui-même, pas de révélations fracassantes, pas de mises en cause de personnages importants, de la part des journalistes «spécialistes» de la drogue présents. Les policiers et douaniers de leur côté, firent preuve d'une discrétion touchante. Pas de réel débat, donc, mais une série d'anecdotes plus ou moins intéressantes, qui ont permis d'esquiver une fois de plus les vrais problèmes.

Comme par hasard, le principal thème de discussion a porté sur les peys producteurs des plantes qui servent à fabriquer la drogue (pavot, cannabis). Drogue et sous-développement, nous a-t-on dit, vont toujours ensemble ; et à partir d'une question triée sur le volet, on a ouvertement regretté de ne pouvoir employer la force pour faire cesser la culture dans les pays producteurs. En même temps, on nous a dit que les paysans de ces pays ne pouvaient pas, pour des raisons économiques, faire autre chose, par exemple dans les régions reculées de Thaïlande. En fait, l'extension de la culture des plantes hallucinogènes a été suscitée par les trafiquants en liaison directe avec les chefs politiques locaux et... l'impérialisme américain. Nos soi-disant spécialistes de la drogue se sont en effet rigoureusement abstenus de parler de certains faits pourtant connus : la participation active de la CIA au trafic en Thaïlande, par l'intermédiaire de sa compagnie aérienne Air América a depuis longtemps été démontrée. Certes il a été affirmé au cours de l'émission, à juste titre, que «la drogue c'est le profit», mais, à en croire les participants, seuls les truands sont assoiffés de ce genre de profit. L'exemple précédent de la Thaïlande prouve le contraire, de même dans des pays comme la France ou les USA, des trafiquants peuvent faire fortune au vu et au su de tout le monde, sans que la police intervienne : faute de preuves soi-disant, plus exactement parce que le fric tiré de la drogue n'a pas d'odeur pour certains hommes politiques lorsqu'il s'agit de renflouer les trésoreries, ou de financer les campagnes électorales.

De tout cela, il n'a pas été question. De même, la remarque d'une journaliste, observant que les pays occidentaux fabriquent d'énormes quantités de drogue de synthèse (LSD, etc...), n'a donné lieu à aucun commentaire : il était plus commode de faire porter le chapeau aux «pays sous-développés» et de présenter le trafic à la manière des romans policiers. L'anecdote l'a emporté sur le débat de fond ; un «dossier» vide et terne qui n'a pas suscité l'intérêt des téléspectateurs, à en juger par la discrétion de Guy Darbois : le standard n'était pas «bloqué !».

Claude ANCHER

JEUDI 18 MARS

TF1

19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Alors, raconte
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Baretta
21 h 20 - L'événement
22 h 20 - Allons au cinéma
22 h 55 - Basket : C.U.C. - Sparta de Prague
23 h 30 - JOURNAL et fin

A2

13 h 35 - Programmes Régionaux
14 h 50 - La vie en mouvement
14 h 30 - Les après-midi d'Antenne 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Mourir au soleil
22 h 00 - Vous avez dit bizarre
23 h 30 - JOURNAL et fin

FR3

19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash JOURNAL
20 h 00 - Altitude 10000
20 h 30 - Hollywood et ses nouveaux auteurs Cabaret
22 h 30 - JOURNAL et fin

feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RESUME :

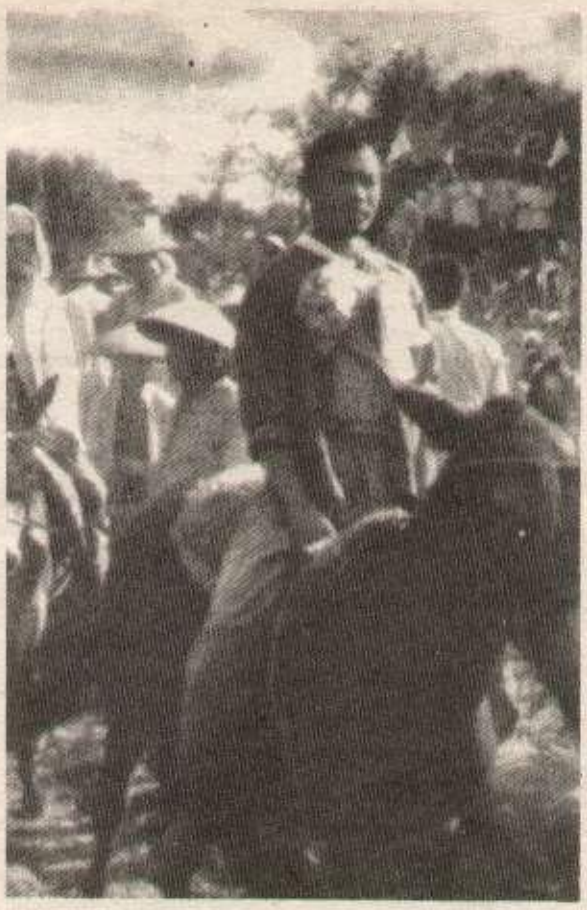
E. Snow est de retour à Yu-wang-pao, quartier général de la 1ère Armée rouge de campagne.

46ème épisode
UN PETIT DIABLE ROUGE

Un matin, je grimpai sur la large et épaisse enceinte jaune de Yu-Wang-pao, du sommet de laquelle on domine la ville de trente pieds et aperçoit d'un coup d'œil toute la gamme des occupations, parfois incongrument prosaïques et intimes, qui se poursuivent en bas. C'est comme si l'on avait soulevé le couvercle de la ville. En fait, on était en train de démolir une grande partie de la muraille. C'est un des actes de destruction dont les Rouges sont coutumiers. Car les murailles sont un obstacle à des guérilléros comme les Rouges, qui cherchent le contact avec l'ennemi en rase campagne, et qui, s'ils échouent, ne gaspillent pas d'hommes dans la défense épuisante d'une ville murée où ils risquent le blocus et l'anéantissement, mais se retirent et laissent l'ennemi se mettre dans cette position si cela lui plaît. Dans tous les cas, une muraille abattue leur simplifie la tâche si et quand ils se sentent assez forts pour tenter une réoccupation de la ville.

UN «VETERAN» DE 15 ANS

A mi-chemin autour du rempart crénelé, je me trouvai en présence d'une escouade de trompettes —pour une fois au repos, ainsi que j'eus le plaisir de l'observer, car leurs appels stridents avaient résonné sans arrêt pendant plusieurs jours. C'étaient tous de Jeunes Avant-gardes, de simples enfants, et j'assumai un air quelque peu paternel envers l'un d'entre eux auprès duquel je m'arrêtai et à qui j'adressai la parole. Il portait des souliers de tennis, un short gris et une casquette d'un gris fané avec une pâle étoile rouge dessus. Mais il n'y avait rien de fané chez l'enfant sous la casquette : il avait les joues roses et les yeux brillants— un gars pour qui l'on concevait de la sympathie comme à l'égard d'une épave privée d'affection et d'amis. «Comme il doit avoir le mal du pays !» pensai-je. Je perdis vite mes illusions. Ce n'était pas un petit garçon à sa maman, mais déjà un vétéran. Il me dit qu'il avait quinze ans et qu'il s'était joint aux Rouges dans le Sud quatre années auparavant.



—Quatre ans ! m'exclamai-je, incrédule. Alors tu ne devais avoir que onze ans quand tu es devenu un Rouge ? Et tu as fait la Longue Marche ?

—Juste, me répondit-il comiquement d'un air avantageux. Cela fait quatre ans que je suis un *hong-kiun.(1)*.

L'AMOUR POUR L'ARMEE ROUGE

—Pourquoi es-tu entré dans l'armée ? demandai-je.

—Ma famille vivait près de Tchang-tchow, au Foukien. J'avais l'habitude d'aller faire du bois dans la montagne, et en hiver j'y allais pour ramasser des écorces. J'entendais souvent les villageois parler de l'Armée rouge. Ils disaient qu'elle venait en aide aux pauvres, et cela me plaisait. Notre famille était très pauvre. Nous étions six, mes parents, mes trois frères aînés et moi. Nous ne possédions pas de terre. Les redevances prenaient plus de la moitié de la récolte, aussi n'avions-nous jamais assez. En hiver, nous faisions bouillir des écorces pour faire la soupe et gardions le grain pour semer au printemps. J'avais toujours faim.

«Une année, les Rouges s'approchèrent très près de Tchang-tchow. Je traversai les montagnes et allai leur demander de nous aider parce que nous étions très pauvres. Ils furent très bons pour moi. Ils m'envoyèrent pendant quelque temps à l'école et me donnèrent beaucoup à manger. Quelques mois plus tard, l'Armée rouge a pris Tchang-tchow et est venue dans mon village. Tous les propriétaires usuriers et fonctionnaires ont été chassés. Ma famille a reçu des terres et n'a plus eu besoin de payer le percepteur et les propriétaires. Elle était heureuse et fière de moi. Deux de mes frères sont entrés dans l'Armée rouge.

—Où sont-ils maintenant ?

—Maintenant, je ne sais pas. Lorsque nous avons quitté le Kiangsi ils étaient dans l'armée au Foukien, ils étaient avec Fang Tche-min. Maintenant je ne sais pas.

—Les paysans aimaient-ils l'Armée rouge ?

—Aimer l'Armée rouge ? Bien sûr qu'ils l'aimaient. Elle leur donnait la terre et chassait les propriétaires, les percepteurs et les exploiteurs.

(Ces «petits diables» avaient tous leur vocabulaire marxiste.)

—Mais comment sais-tu en fait qu'ils aimaient les Rouges ?

—Ils nous ont fait des chaussures par milliers, par dix milliers de paires, de leurs propres mains. Les femmes nous faisaient des uniformes, et les hommes épiaient l'ennemi. Chaque famille a envoyé des fils à notre Armée rouge. C'est comme ça que nous traitaient les *lao-pai-hsing !* (2)

Inutile de lui demander si lui aimait ses camarades : aucun enfant de treize ans n'irait sur le trimard pendant dix mille kilomètres avec une armée qu'il détesterait.

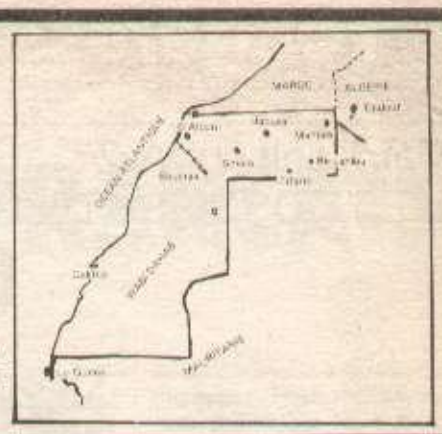
(à suivre)

(1) *Soldat rouge.*
(2) *les gens du peuple.*

le quotidien du peuple

LE ROI A TORT DE FRAPPER LE PEUPLE SAHRAOUI

disent les prisonniers du Front



par Grégoire CARRAT

Il faut faire des heures de Land Rover pour rejoindre les prisonniers du Front POLISARIO. Dans un coin de désert de Saguia El Hamra, nous avons rencontré 47 prisonniers récents du Front Sud 37 Mauritaniens et 10 Marocains. Dans un repli de terrain nous découvrons trois tentes. Pour les rejoindre, nous devons passer devant un poste de garde. Un peu plus loin, sur une hauteur, également des soldats écoutent «Radio Sahara Libre», leur fusil entre les jambes, les mains tendues vers les braises sur lesquelles la théière chauffe. Ce sont les soldats de l'Armée Populaire Sahraouie chargés de la surveillance des prisonniers. Les prisonniers nous apprendrons que d'habitude, ils écoutent aussi la Radio du Front.

Discuter avec les prisonniers du Front c'est suivre la marche des combats sur la terre du Sahara. Parce que le Front a une politique tout à fait humanitaire avec ses prisonniers. Parce qu'il a une politique révolutionnaire, on suit la marche des idées progressistes, la lutte d'idées que cette politique provoque notamment parmi les prisonniers mauritaniens.

Demain : sur la piste de la Révolution

En route vers Amgalla

«Nous sommes sur la piste que les premières voitures de la révolution ont tracée. Personne n'en connaît le tracé. Elle traverse le Sahara et on peut aller jusqu'à Nouakchott.» *C'est cette piste que nous empruntons pour nous rendre à l'intérieur avec Ahmed ould Kaid, un responsable militaire qui nous conduira jusqu'à Amgalla avec une patrouille du Front POLISARIO, après notre rencontre avec les prisonniers.*

«Au début nous n'avions même pas de voitures mais seulement des chameaux. Nous allions nous réfugier parmi les Sahraouis en Mauritanie ou en Algérie. C'était très dur alors, car nous n'avions aucun soutien international. Vous savez que l'Algérie n'a décidé de nous soutenir que depuis la visite de la mission de l'ONU. Les combattants passaient des semaines entières avec juste un peu de thé, du pain. Nous trouvions un appui chez nos compatriotes dans les pays voisins.»

Il paraît loin le temps où les fondateurs du Front POLISARIO ont décidé la création du Front, le 10 mai 1973. Nous étions en Land Rover, comme pour une partie de chasse et nous devions nous déplacer sans arrêt pour que les Espagnols ne se méfient pas. 10 jours plus tard, le 20 mai, 16 combattants avec 4 fusils et 2 pistolets ont lancé la première opération au cours de laquelle nous avons récupéré des armes et des chevaux.» *Mais c'est la même volonté qui anime les combattants de l'intérieur, face aux troupes d'agression.*

Aujourd'hui, c'est une véritable armée que nous avons rencontrée dans la région d'Amgalla, l'armée d'un Etat libre qui veut défendre son territoire. Mais les conditions sont souvent aussi dures pour les combattants.

Notre article de demain nous conduira à Amgalla.

«Cela éveillera les Mauritaniens»

Pendant que nous discutons avec les prisonniers mauritaniens, le responsable militaire qui nous accompagne distribue des cigarettes à tous les prisonniers, puis s'installe pour discuter avec les prisonniers marocains pendant un assez long moment. Il ne se mêlera pas de ce que les prisonniers nous disent. Les soldats qui surveillent les prisonniers se tiennent à leur poste ou autour du feu de camp. Ils n'assistent pas à nos discussions, dont une grande partie se déroule directement en français que de nombreux prisonniers parlent couramment. Seul notre interprète participera à l'entretien, se bornant à traduire questions et réponses quand le besoin se fait sentir.

LES SAHRAOUIS MENENT UNE GUERRE JUSTE

Que pensez-vous de la lutte des sahraouis ?

Nous sommes d'accord pour que le Sahara soit indépendant comme tous les autres pays. Nous les petits sommes engagés dans une guerre sans savoir pourquoi. J'étais militaire avant le Sahara, je suis à ma douzième année de service et je ne me suis pas engagé pour aller au Sahara. Les Sahraouis mènent une guerre juste.

Le gouvernement a tort de s'attaquer à ces gens-là, *répondent de leur côté les gendarmes mauritaniens.* Depuis que nous sommes ici, nous avons eu le temps de beaucoup discuter et de voir que nous sommes contre ce qui se passe parce que nous sommes contre la politique injuste de certains.

ILS PLAIGNENT NOTRE SORT

Avec qui discutez-vous ?

Nous discutons entre nous, parce que ici on a le temps. Il y a également de nombreuses discussions avec les gens du POLISARIO qui nous gardent. Ils plaignent notre sort, surtout celui des jeunes qui se retrouvent prisonniers ici. Tout ça nous donne mauvaise conscience. Tout ce qu'ils nous disent nous permettra d'agir une fois libérés. Il faut lutter contre l'impérialisme qui est responsable de tout ça, il faut être parmi nos jeunes et faire un front.

Chez nous la plupart des jeunes sont éveillés et comprennent la réalité des choses, ils connaissent le but de toute cette affaire. Tout cela éveillera les mauritaniens comme les jeunes.

NOUS SOMMES BIEN TRAITES

Comment êtes-vous traités ?

Ce n'est pas toujours agréable, *dit le sergent Kalidou.* Il n'y a que trois tentes pour tout le monde ; la nourriture n'est pas toujours agréable.

Mais nous mangeons exactement ce que les gens du Front mangent *rappelle le 2ème classe.* Ils se débrouillent pour que l'on ait toujours à boire suffisamment. Et eux passent les nuits dehors quand nous avons des tentes. Nous sommes bien traités parce que nous avons exactement les mêmes conditions que les gens du POLISARIO.

«Tout le bataillon s'est enfui»

«Je suis le plus haut gradé ici. Il y a douze ans que je suis dans l'armée mauritanienne, je suis sergent Anne Kalidou du 8ème escadron de combat découvert. Moi et cinq de mes hommes, nous nous sommes rendus à Aïn Bentili, le 21 janvier.

Mais ici, ce n'est pas moi qui ait l'autorité, c'est un deuxième classe.»

«Je ne fais que servir d'intermédiaire entre mes camarades et le POLISARIO, dit celui-ci. Il s'était engagé dans l'armée mauritanienne en 1969, après avoir perdu le petit commerce itinérant qu'il pratiquait jusqu'à Dakar.

En outre, je suis responsable pour les distributions de nourriture, le thé, etc...»

AIN BENTILI, UN REPLI DESORDONNE

«Nous étions au 1er escadron de reconnaissance d'Atar, avec ma compagnie nous étions en mission de renfort au 8ème escadron d'Aïn Bentili, nous défendions nos frontières et nous avons été attaqué là-bas par le POLISARIO.

Vous saviez que Ould Daddah a signé un accord avec le Maroc et l'Espagne, pour s'emparer d'une partie du Sahara.

On était au courant de cela. Mais on ne savait pas qu'il y avait une guerre avant notre arrivée à Aïn Bentili. Nous croyions que ça se ferait pacifiquement.

-Comment avez-vous été fait prisonniers ?

Il y a eu une bataille qui a duré trois jours. Puis il y a eu un repli désordonné. La plupart des hommes ont fui dans la brousse. Le Front les a repris par dix ou par cinq.

Deux ont été arrêtés dans la région de Bir Moghrein, le 25 janvier, après avoir quitté Aïn Bentili le 20. Ils voulaient rejoindre la garnison de Bir Moghrein. Mais celle-ci est encerclée. Le 21 janvier, dix des prisonniers présents ont été pris à proximité de Bir Moghrein, sept autres à Kar Mekat, localité proche.

AOUCERT : LES GENDARMES MAURITANIENS

Treize gendarmes d'Aoucert sont prisonniers gardés un peu plus loin. «Nous étions au Sahara depuis un peu plus d'un mois quand nous avons été arrêtés par le F.POLISARIO.»

-Pourquoi étiez-vous au Sahara ?

On nous avait dit qu'il fallait faire du maintien de l'ordre là-bas. Mais c'était la guerre. Nous ne savions pas ce qui se passait exactement avant d'y aller. Ce n'est pas le rôle de la gendarmerie de faire la guerre, la plupart d'entre nous avaient avec eux leurs habits civils et cherchaient à partir.

Vous avez pourtant participé à des attaques.

Les chefs sont d'anciens officiers qui ont vécu au temps colonial, ils sont pour le gouvernement actuel et exécutent les ordres. Nous en tant que militaires, nous ne pouvons pas refuser d'exécuter un ordre. Le gouvernement a tort de s'attaquer à ces gens et nous n'étions pas d'accord, ni les vieux qui ne veulent pas tuer, ni les jeunes qui sont éveillés, qui prennent conscience.»

AMGALLA : UN BATAILLON MAROCAIN EN DEBANDADE

Avec les 13 gendarmes d'Aoucert, il y a cinq soldats marocains. Ils sont très jeunes, entre 18 et 20 ans.

«Avant de partir pour le Sahara, on nous a dit que nous allions à Smara, que nous aurions nos chambres là-bas. Jamais on ne nous a dit que c'était la guerre.

-Que faisiez-vous à Amgalla ?

Le 12 février, notre bataillon avait été envoyé en reconnaissance. Avec quatre autres bataillons, nous devions aller à Guelta Zemmour et revenir à Amgalla. (Il faut remarquer qu'à Guelta se trouve l'un des plus grands camps de réfugiés)

-Comment étiez-vous armés ?

Nous avions des fusils 7,62 français, et des pistolets également français.

-Comment avez-vous été arrêtés ?

Le bataillon passait quand tout à coup un camion s'est ensablé. On est descendu pour le pousser. Nous avons reçu des tirs, on ne savait pas d'où ils venaient. Tout le bataillon s'est enfui. Les officiers ont pris une voiture et sont partis. Nous avons essayé de nous réfugier dans les collines, un vieux soldat qui était avec nous est mort. Nous nous sommes rendus.

-Que pensez-vous de la politique du roi ?

Le roi n'a pas raison de frapper le peuple frère sahraoui.